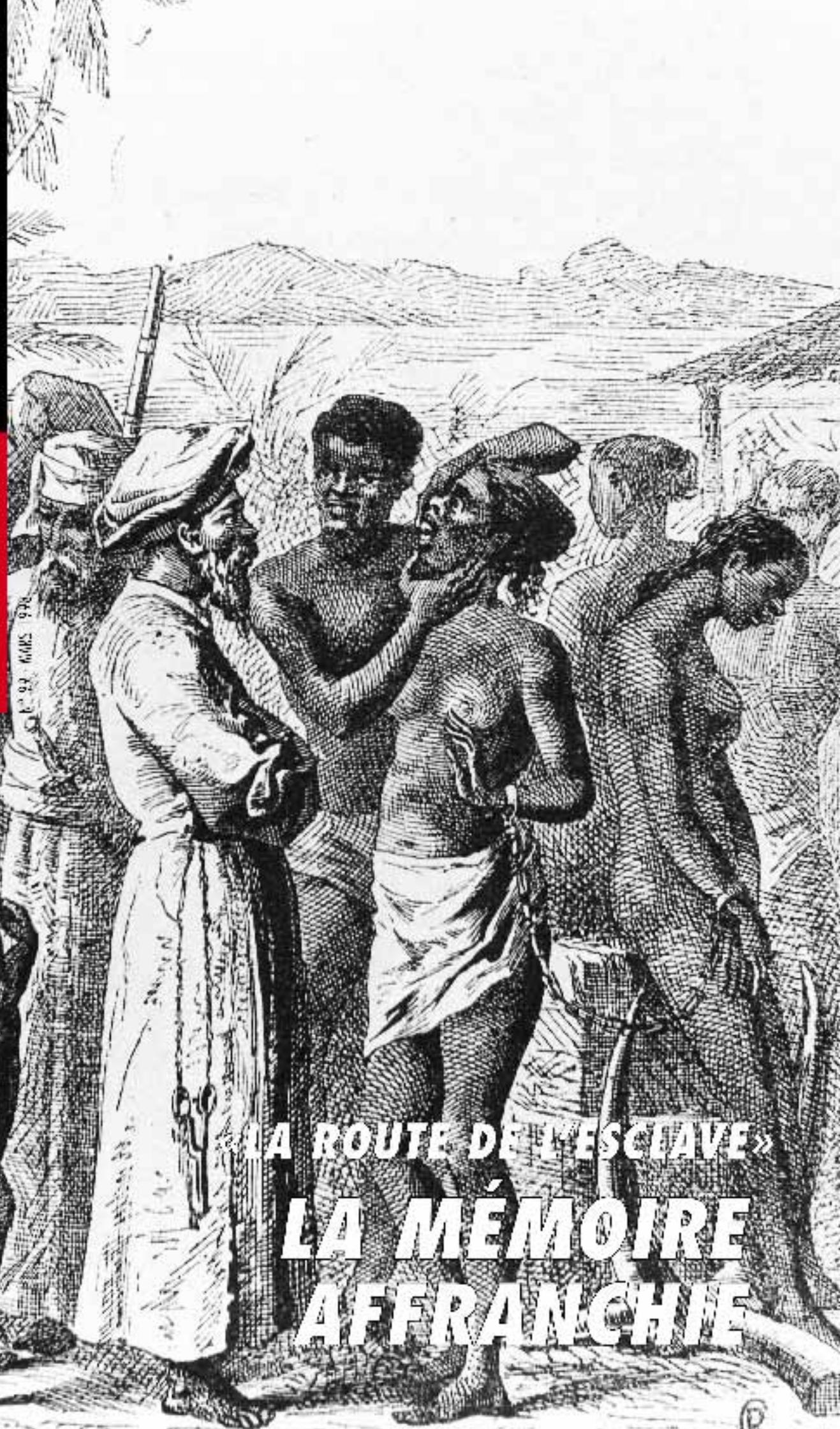


SOURCES

UNESCO



1846. 5195. 62. 9. 978

« LA ROUTE DE L'ESCLAVE »
**LA MÉMOIRE
AFFRANCHIE**

L'APRÈS DOLLY

Bell Joselson
Journaliste à la retraite
Cannes (France)

☒ ☒ ☒ Votre dossier sur la bioéthique (n° 94) était assez intéressant et, qui plus est, il vient en temps utile, ce qui n'est peut-être pas le cas du Comité international de bioéthique (CIB). Il lui aura fallu quatre ans de travaux laborieux pour préparer la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme. Si ce délai peut s'expliquer par la complexité des enjeux, je me demande quel impact elle peut avoir dans la réalité. Je pense en particulier au projet scandaleux de Richard Seed, de Chicago (États-Unis), qui prévoit de cloner des êtres humains - l'une des pratiques proscrites par la déclaration.

Les intentions de ce chercheur sont une preuve de plus de la nécessité de parvenir à une convention internationale contraignante dans ce domaine.

On peut se demander aussi - comme l'a fait *Sources* dans l'interview avec Noëlle Lenoir, présidente du comité - si le CIB parviendra à avancer au même rythme que la science. Mme Lenoir pense que oui «*car l'objet de la bioéthique est de réfléchir aux implications du progrès avant qu'il ne soit trop tard*». Elle donne comme exemple Dolly, la brebis clonée par des chercheurs écossais.

Leurs travaux, explique-t-elle, «*ont fait prendre conscience des questions éthiques considérables posées par l'éventualité d'une transposition de la technique à l'homme, et de nombreuses propositions de législations sont à l'étude pour écarter un tel spectre*». Là, Mme Lenoir prend peut-être ses désirs pour la réalité: ces législations sont encore loin de rattraper les pouvoirs financiers qui soutiennent des gens comme Richard Seed.

TRÈS DEMANDÉE

Yolanda Ortiz Garcés
Centre provincial d'information scientifique
et technologique
Las Tunas (Cuba)

☒ ☒ ☒ La gamme d'informations que contient votre revue nous est précieuse. Nous la tenons toujours à la disposition de nos usagers, et la demande est grande compte tenu de sa qualité et de l'actualité des thèmes qu'elle aborde.

SANS LIMITE?

Donna Nairn
Étudiant
Sydney (Australie)

☒ ☒ ☒ Votre dossier du numéro de novembre (n° 95) sur le 25e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial mettait en lumière ses résultats indiscutables. Mais je ne peux m'empêcher de penser que les principes qui la sous-tendent et le prestige attaché au label «patrimoine mondial» sont dévalorisés par la rapidité avec laquelle de nouveaux sites sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

Votre numéro de janvier (n° 97) mentionne d'ailleurs que 46 nouveaux sites y ont été inscrits, portant leur nombre à 552 dans 112 pays. Comment peut-on gérer une liste aussi imposante et en contrôler la qualité? Et ceci d'autant plus qu'il faut prendre en compte les multiples difficultés que rencontrent la conservation des sites et la gestion de leur environnement - tous éléments qu'illustrent parfaitement les différents articles de votre dossier.

Il me semble que le statut de «patrimoine mondial» est accordé de plus en plus pour des raisons politiques ou pour permettre à certains pays de donner le coup d'envoi à leurs industries du tourisme, plutôt que comme une reconnaissance de ce que les êtres humains et la nature ont de mieux. La Liste peut-elle continuer à s'allonger indéfiniment? Quelles en sont les limites?

IMMIGRÉS OUBLIÉS

Hammadi Ben Ammar
Enseignant
Tunis

☒ ☒ ☒ Votre dossier du n° 97 intitulé *Du bon usage de la mondialisation* m'a beaucoup intéressé.

J'ai cependant une question concernant votre carte sur les «*mouvements migratoires liés au travail*»: comment se fait-il que n'y figure aucune immigration vers l'Australie, alors que votre dossier consacre précisément un article sur les immigrés asiatiques dans ce pays, vietnamiens notamment?



Juste quelques chiffres: le flux annuel des immigrés (85.000 personnes) représente 0,5% des quelque 20 millions d'habitants que compte l'Australie, et les Vietnamiens ne représentent que 3,6% de ce flux (N.d.I.R.).

Sources UNESCO
est accessible sur

Internet

dans les rubriques:
Nouveautés
ou **Publications**
à notre adresse:

<http://www.unesco.org>

«NOUS, PEUPLES...»

Kofi Annan qui rit, Roméo Dallaire qui pleure...

Un concert de louanges monte vers le secrétaire général des Nations Unies après le succès de sa mission de la dernière chance à Bagdad. Le système des Nations Unies a réussi en même temps à imposer ses décisions et à enrayer la machine de guerre juste au bord du gouffre, bloquant ainsi le cortège de morts et le surcroît de souffrances infligées à une population depuis longtemps exsangue et qui n'en peut mais.

Témoignant au même moment devant le Tribunal pénal international sur le Rwanda (Arusha, Tanzanie), le général canadien Roméo Dallaire, ancien chef de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) lorsqu'a débuté le premier génocide depuis la deuxième guerre mondiale - entre 500.000 et un million de morts - a posé la seule question qui vaille à ses yeux: «Est-ce qu'une force déterminée, équipée, mandatée, aurait pu arrêter les massacres commis contre des civils innocents? Je réponds: absolument». «Il a été très facile d'accuser les Nations Unies de ne pas être intervenues», «mais les Nations Unies c'est nous tous! Nous avons tous une part de responsabilité d'avoir vu pendant quatre mois le déroulement du génocide rwandais!». Roméo Dallaire a pleuré.

La Charte de l'Organisation des Nations Unies s'ouvre sur ces mots: «Nous, peuples des Nations Unies...». C'est donc en leur nom qu'ultimement elle agit, et gagne ou perd. Certes, la responsabilité des peuples dans ses victoires ou ses défaites peut être affaiblie par l'éventuel décalage entre la volonté populaire et l'expression qu'en donnent les gouvernements qui seuls les représentent à l'ONU. Mais, en tout état de cause, cette responsabilité est entière si cette volonté ne se manifeste même pas, par indifférence vis-à-vis des affaires du monde en général ou, en particulier, vis-à-vis du seul mécanisme de résolution des conflits à cette échelle.

René LEFORT

SOMMAIRE

PAGE ET IMAGES 4

FAITS ET GESTES 5

PLEIN CADRE

Pages 6 à 16

«LA ROUTE DE L'ESCLAVE» LA MÉMOIRE AFFRANCHIE



Ils sont de 11 à 15 millions à avoir été déportés aux XVIIIe et XIXe siècles.



Culture et économie font-elles bon ménage?



Dans les sociétés traditionnelles, les vertus des plantes sont bien connues.

PLANÈTE:

Conférence de Stockholm
• LA CULTURE AU POUVOIR 18

Science
• SAUVE QUI POUSSE! 20

Éducation
• LA TRADITION S'ÉVEILLE 22

Culture de la paix
• DANS LES PAS
DES BONS BERGERS 23

À SUIVRE 24

Rédaction et diffusion: SOURCES UNESCO, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Tél. (33 1) 45 68 16 73. Fax: (+33 1) 45 68 56 54.

Ce mensuel, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'UNESCO.
ISSN 1014 5494

Couverture:
Marché d'esclaves au Nigéria
(© Collection Viollet).



SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction. L'envoi à la rédaction d'une copie de l'article reproduit serait apprécié. Les photos sans le signe © sont disponibles gratuitement pour les médias sur simple demande adressée à la rédaction.

LIVRES

ÉTUDES À L'ÉTRANGER

La 30e édition de cet ouvrage trilingue (anglais-espagnol-français), «best-seller» des Éditions UNESCO depuis 1948, contient plus de 2.900 fiches d'informations sur des enseignements post-secondaires recensés dans 120 pays et territoires, pour 1998 et 1999, dans toutes les disciplines académiques et professionnelles. Les étudiants désirant poursuivre leurs études à l'étranger y trouveront une mine de renseignements sur des offres de bourses et aides financières, cours universitaires, formations courtes, programmes de formation professionnelle ou d'éducation permanente, possibilités d'emplois pour les étudiants et aménagements spéciaux à l'intention des handicapés.

● **Études à l'étranger.** Trilingue anglais/espagnol/français. UNESCO/Bureau international d'éducation, 1997. Prix: 120 FF. Également disponible sur CD-ROM.

L'UNIVERSITÉ AU FÉMININ
Comment les fonctions de formation et de recherche de l'enseignement supérieur sensibilisent-elles les étudiants aux problèmes des femmes et à leur rôle dans la société? Cet ouvrage met en lumière la



manière dont les programmes universitaires prennent en compte - ou omettent - la dimension féminine. Ses auteurs (femmes universitaires, scientifiques, juristes, psychologues et politologues) analysent différents cursus universitaires, de l'agronomie au droit, en passant par la santé ou la démographie. Elles présentent un éventail d'expériences positives, notamment en Bulgarie, Chine, Israël et Nouvelle-Zélande, qui permettent d'espérer une évolution vers des comportements anti-discriminatoires, notamment dans un domaine qui reste la «chasse gardée» des hommes: les études scientifiques et technologiques.

● **L'université au féminin,** sous la direction d'Anne Holden Ronning et Mary-Louise Kearney. Collection Femmes Plus. Éditions UNESCO, 1997. Prix: 150 FF.

PÉRIODIQUES

BULLETIN DU DROIT D'AUTEUR
À première vue, le droit d'auteur «ne s'est jamais mieux porté», constate Philip G. Altbach, directeur du Centre de recherche et d'information du «Bellagio Publishing Network», dans un article intitulé *Les subtiles inégalités du droit d'auteur*, paru dans le n° 4 (Vol. XXXI) de ce périodique. «Son principe est de plus en plus admis dans le monde entier. Même les pays en développement, tels que l'Inde, qui protestaient dans les années 60 contre les inégalités du système international du droit d'auteur, ne le critiquent plus guère. La Chine elle-même est prête à entrer dans ce système». Mais «comment les produits de la matière grise peuvent-ils être contrôlés, dans une ère de communication instantanée?», s'interroge Altbach qui estime que «le droit d'auteur est, d'une certaine façon, symbolique des relations entre les 'nantis' et les 'pauvres'», car «toutes les cartes

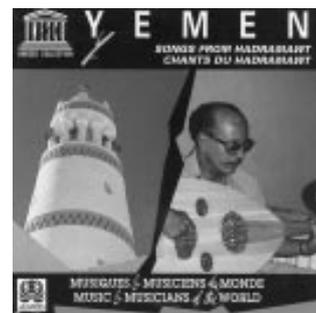
sont entre les mains des éditeurs des pays industrialisés». Ce numéro présente également l'état d'adhésion et de ratification de certains États aux conventions internationales relatives à la protection du droit d'auteur.

LE COURRIER DE L'UNESCO
«Qui peut se dispenser de se poser la question de l'au-delà?», s'interrogent les éditorialistes du numéro de mars consacré à ce «mirage nécessaire» pour les uns, cette «réalité suprême», pour les autres. Dans la tradition africaine, l'au-delà n'est pas une notion métaphysique, mais «l'autre face de l'ici bas, la vie étant un principe cosmique» qui relie «chacun aux autres, dans l'espace et dans le temps». Pour la société indienne, c'est «la seule réalité - intemporelle et omniprésente - et les manifestations de l'existence ne sont que les reflets brisés de cette réalité», alors que, dans la civilisation chinoise, «les morts, les dieux et les vivants entretiennent des liens fondés sur un solide pragmatisme». La «foi» marxiste conduit à une «vision matérialiste» où «l'au-delà apparaît comme un instrument de pouvoir aux mains des classes sociales dominantes». Intitulé *Aller-retour pour l'au-delà*, un dernier article aborde les expériences dites de mort imminente, éprouvées lors d'un coma par des millions de personnes à travers le monde, croyantes ou non, et dont les témoignages révèlent de troublantes similitudes. Le numéro s'achève sur un entretien avec l'écrivain brésilien Paulo Coelho.

DISQUES COMPACTS

YÉMEN - CHANTS DU HADRAMAWT
Vallée légendaire, pays de l'encens, le Hadramawt a toujours été pour le Yémen et le monde arabe un centre de

culture, dont la poésie reste la manifestation la plus importante. Cet enregistrement présente des chants interprétés par des hommes, amateurs ou professionnels. Il fait une large place au style *dân* (fredonnement), où l'équivalent de vers entiers sont chantés avec des vocalises, soit en solo soit accompagnés d'instruments, tels le tambour, la flûte, la lyre et le luth, ou de



frappements de mains qui invitent à la danse. Les mélodies sont interprétées à l'occasion des fêtes, des mariages, de «séances» à caractère rituel; elles évoquent la chasse, les longues traversées des chameaux en caravane, le pèlerinage ou la réconciliation amoureuse.

● **Yémen - Chants du Hadramawt.** Musique et musiciens du monde. UNESCO/AUVIDIS. Prix: 120 FF.

Les publications et périodiques de l'UNESCO sont en vente au Siège, ainsi que par l'intermédiaire des agents de vente dans la plupart des pays. Ils peuvent être consultés dans chaque État membre dans une bibliothèque dépositaire de l'UNESCO. Informations et commandes directes par courrier, fax ou Internet: Éditions UNESCO, 7 Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Tel: (+33 1) 01 45 68 43 00 - Fax (+33 1) 01 45 68 57 41. Internet: <http://www.unesco.org/publishing>. En France sur Minitel: 3615 UNESCO.

RODNEY OSIAKO: CONTRE L'HERBE ET SANS BLÉ

A Nairobi, un «joint» ne coûte que 10 shillings, c'est-à-dire un franc, soit le prix local d'une cigarette. Ceci explique en partie que la moitié des lycéens et étudiants prennent ou ont déjà pris de la drogue, et que les jeunes scolarisés représentent 25% à 35% des consommateurs du pays.



(Photo UNESCO. Levithal).

«Au Kenya, l'alcool est une pratique traditionnelle, pas la drogue», explique Rodney Osiako. Cet étudiant en communication de 19 ans a créé il y a deux ans la «Drug Chase Foundation». Elle est exclusivement financée par l'argent de poche et les économies de la trentaine de jeunes qu'elle regroupe, qui aiment tous écrire, chanter ou filmer - c'est-à-dire communiquer.

Rodney était à l'UNESCO les 9 et 10 février, avec une trentaine d'autres jeunes, pour une rencontre qui a vu le lancement d'une Charte des jeunes pour un XXI^e siècle libéré des drogues. À l'initiative d'Environnement sans frontières, elle marque le début d'une campagne internationale contre la drogue, lancée avec l'UNESCO et le PNUCID (Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues).

Fines lunettes d'acier, allure posée, anglais parfait, pourquoi ce jeune homme aux allures sages s'est-il engagé? «Après le bac, avec quelques amis, nous voulions lancer un projet à la fois culturel et utile aux jeunes. On s'est rendu compte qu'au Kenya, au sujet des jeunes, on parlait beaucoup des grossesses adolescentes et du sida, mais pas de la drogue. Peut-être parce que c'est moins visible. Pourtant, elle est très répandue dans les collèges et campus. Moi-même, mes parents m'ont fait changer de collège à 15 ans pour cette raison.»

Rodney et ses amis commencent à publier un petit journal d'informations - huit pages photocopiées, on fait avec les moyens du bord! - dans lequel ils convient médecins et experts à écrire. L'association produit aussi un film vidéo présentant une pièce de théâtre écrite et jouée par ses membres: un lycéen commence à se droguer et sombre dans la délinquance.

Y figurent également des reportages dans des écoles et campus. «Nous avons mis deux ans à le faire: le rythme du tournage dépendait de nos finances! Et certains directeurs d'école nous refusaient l'autorisation de filmer, pour ne pas ternir la réputation de leur établissement.»

La petite mais polyvalente association produit aussi une chanson «Drugs no love», et le plus grand succès de Rodney et de ses amis est sans doute qu'elle passe sur les ondes. Car au Kenya comme ailleurs, les jeunes écoutent moins les mises en garde de leurs aînés que... leurs chansons préférées!

Nadia KHOURI-DAGHER

JOSÉ CARLOS GARCIA GOMEZ: PAR ET POUR LA MER

A 7 ans, il achète ses premières lunettes de plongée, et pendant que ses camarades barbotent et font des châteaux de sable, passe des heures à observer poissons, algues et coquillages. Aujourd'hui, à 41 ans, l'andalou José Carlos Garcia Gomez est l'un des biologistes marins les plus en vue de sa génération. Directeur du laboratoire de biologie marine de l'Université de Séville, titulaire de plusieurs distinctions scientifiques, il a remporté le 17 janvier le prix, soutenu par l'UNESCO, de la Confédération mondiale des activités subaquatiques pour un projet, pionnier en Europe, de surveillance écologique de la baie d'Algésiras, dans le sud de l'Espagne.

«Je suis littéralement tombé amoureux de la mer quand j'étais petit, raconte le scientifique avec un enthousiasme communicatif. J'ai senti un appel irrésistible, et je me suis juré de travailler plus tard par et pour la mer.»

La baie d'Algésiras est l'une des plus fortes concentrations humaines et industrielles de Méditerranée. Le projet couronné, fruit du travail d'une équipe de 20 personnes pendant plus de quatre ans, crée un système inédit de surveillance par des plantes et des êtres vivants qui jouent le rôle de «sentinelles écologiques»: ils disparaissent ou se multiplient en fonction des évolutions de l'écosystème.

«Quand la forêt brûle, ça se voit. Mais rien de tel pour la mer: il est donc plus difficile d'évaluer les désastres écologiques et d'employer les moyens de les prévenir.»

Les recherches dans la baie ont d'abord permis de recenser plus de 1.700 espèces animales et végétales, et d'en découvrir une

trentaine qui étaient inconnues, comme l'éponge *reïnera mucosa*, capable de produire une substance chimique qui pourrait combattre des tumeurs cancéreuses. Mais elles ont aussi révélé la disparition de nombreuses espèces, par exemple certaines algues qui, il y a à peine 30 ans, tapissaient les fonds marins.

«En 200 ans, avec la révolution industrielle, l'homme a fait plus de dégâts à l'environnement que pendant toute l'histoire de l'humanité. Des milliers d'espèces biologiques disparaissent chaque année. L'espèce humaine ne se contrôle plus.»

José Garcia s'est aussi fait un nom en photographie marine, et



(Photo © Droits réservés).

quelques-uns de ses 10.000 clichés lui ont valu divers prix. Ce n'est plus seulement à La Linia, la plage de son village natal, que plonge ce curieux de la mer, mais aussi en mer Rouge, dans l'océan Indien, le Pacifique, et même l'Antarctique. L'équipement est sans doute plus sophistiqué que les légères lunettes de plongée de l'enfant de 7 ans. La passion, elle, est intacte.

N. K.-D.
et Liliana SAMPEDRO

● La journaliste nigériane **CHRISTINA ANYANWU** s'est vu décerner le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 1998. Directrice et rédactrice en chef du *Sunday Magazine* de Lagos,

elle a été arrêtée à la suite d'un article sur une tentative de coup d'État contre le gouvernement nigérian en mars 1995, et condamnée par un tribunal militaire d'exception à 15 ans de prison. Selon le président du jury

réuni à l'UNESCO le 16 février, elle souffre «de conditions d'emprisonnement extrêmement sévères dans un pays où la presse indépendante et la liberté de l'information ont pratiquement disparu».

D'un montant de 25.000 dollars, le prix porte le nom d'un journaliste colombien assassiné dans l'exercice de sa profession. Il sera remis le 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse.



*C'EST PEUT-ÊTRE DANS LE BOUILLONNEMENT AMÉRICAIN ET ANTILLAIS, HÉRITAGE DE L'ESCLAVAGE, QUE SE JOUE UN ENJEU VITAL DU TROISIÈME MILLÉNAIRE: LE PLURALISME CULTUREL
(Photo © Luz Maria Martínez Montiel).*

«LA ROUTE DE L'ESCLAVE» LA MÉMOIRE AFFRANCHIE

La traite négrière transatlantique, qui fut le moteur de l'économie mondiale au XVIII^e siècle, a été le plus grand mouvement de déportation de l'histoire (voir ci-dessous et pp. 12-13): il faut le dire et continuer à en réunir les preuves. Car cette tragédie d'une durée et d'une ampleur sans précédent, étayée par la construction d'un discours raciste de légitimation (p. 9), a été refoulée au plus profond de la mémoire collective, comme le montre sa sous-représentation dans les manuels scolaires (p. 8). Or la traite a laissé un héritage considérable. Elle a d'abord bouleversé - et hypothéqué - l'évolution du continent africain (p. 10). Elle a aussi produit, dans les Amériques et les Caraïbes, des cultures métissées dont on a longtemps nié la valeur et le potentiel de créativité (p. 11). Assumer cet héritage devient un enjeu des plus actuels [voir l'âpre débat aux États-Unis (p. 14)] pour nouer des relations de coopération plus sereines entre les trois continents concernés (p. 15), cap ultime que l'UNESCO voit se profiler au bout de «La Route de l'esclave» (p. 16).

La Route de l'esclave peut être considérée comme une réponse à l'historien Jean-Michel Deveau qui écrit dans *La France aux temps des négriers*: «La traite négrière transatlantique est la plus grande tragédie de l'histoire humaine par son ampleur et sa durée». Des dizaines de millions d'Africains ont été arrachés à leur village pour être transportés de force dans les Amériques et les Antilles.

L'esclavage est un phénomène universel. La Grèce en avait fait un art de vivre. Mais la traite négrière transatlantique avait trois spécificités: sa durée (environ quatre siècles); son caractère racial: le Noir africain comme archétype de l'esclave; son organisation juridique: les Codes noirs. C'est pourquoi elle constitue un refoulé profond autant dans l'histoire que dans l'inconscient des peuples concernés. L'UNESCO veut, au-delà de l'émotion légitime que suscite la traite, donner un caractère scientifique rigoureux aux recherches qu'elle coordonne sur ses causes, ses modalités et ses conséquences, dans le cadre du projet «La Route de l'esclave». Or, cette tragédie est quasi absente de la mémoire collective et des livres d'histoire, même africains.

Le combat pour les droits de l'homme est un combat de mémoire, car toute tragédie non assumée peut se reproduire sous d'autres formes. Le projet rend possible

une réflexion sur l'Afrique dont les problèmes majeurs - sous-développement, affrontements ethniques - ne peuvent s'expliquer sans remonter à la saignée inouïe de la traite. C'est aussi l'occasion pour l'Afrique de faire redécouvrir la vitalité de sa culture. L'esclave a en effet résisté par la force vitale de ses dieux, mythes, valeurs, rites et rythmes, toutes choses enfouies dans sa tête et que l'esclavagiste, qui ne s'intéressait qu'à son corps, ne pouvait atteindre.

DÉNIGREMENT CULTUREL

Mais la traite n'aurait pu durer si longtemps si elle n'avait été accompagnée d'une idéologie de justification morale et d'un appareil juridique. L'idéologie n'est autre que la construction intellectuelle du racisme: le dénigrement culturel de l'homme noir et de l'Afrique, qui permet la vente d'êtres humains. Si la traite a disparu, le racisme continue à faire des ravages. Quant à l'organisation juridique, elle a été le fait des Codes noirs, textes infamants, soustraits de la mémoire juridique et historique, qu'il est urgent de faire connaître.

La traite a été le plus grand déplacement de populations de l'histoire et donc une rencontre, certes forcée, entre cultures. Elle a engendré des interactions entre Africains, Amérindiens et Européens d'une

ampleur telle que se joue peut-être aujourd'hui, dans le bouillonnement américain et antillais, un enjeu vital du troisième millénaire: le pluralisme culturel, c'est-à-dire la capacité et le potentiel de cohabitation de peuples, religions, cultures d'origines différentes, la reconnaissance de la richesse des spécificités et de la dynamique de leurs interactions. Ainsi la vitalité, dans les banlieues des grandes métropoles, des expressions artistiques issues de ces interactions, comme le rap, soulève la question de la réalité du pluralisme culturel dans les sociétés occidentales. La Route de l'esclave permet une réflexion sur le processus identitaire, résultat de l'alchimie entre le génie d'un peuple et ce qu'il reçoit de l'extérieur, fût-ce par la violence.

L'UNESCO met ainsi en branle une sorte de catharsis collective tendant à passer de la tragédie à la vie. Il s'agit de faire cheminer ensemble l'Europe, l'Afrique, les Amériques et les Antilles, pour se retourner sur un passé qui puisse constituer la base d'un futur commun: assumer ensemble une tragédie pour, en toute connaissance de cause, en fertiliser les conséquences, dans l'esprit de la culture de la paix.

Doudou DIÈNE
Directeur des projets interculturels

LA TRAITE MAL TRAITÉE

Culpabilité, honte, racisme, ignorance: pour toutes ces raisons, les manuels scolaires d'Europe, d'Amérique et d'Afrique abordent peu, et mal, l'histoire de la traite négrière.

En France, et un peu partout en Europe, la traite négrière est considérée comme un sujet d'étude tout à fait marginal. Alors qu'elle a été le moteur de l'économie mondiale pendant tout le XVIII^e siècle, elle est à peine inscrite dans les programmes scolaires, constate l'universitaire français Jean-Michel Deveau, qui s'est récemment penché sur la question en vue de concevoir de nouveaux outils pédagogiques. De plus, les manuels sont bourrés de stéréotypes comme 'on achète les Noirs avec de la pacotille'. C'est raciste: cela veut dire que les Africains étaient de complets imbéciles qui se vendaient pour des marchandises sans valeur. C'est surtout faux. Les esclaves étaient échangés, selon un protocole très codifié, contre des textiles - qui représentaient 70% des cargaisons des négriers -, des barres de fer, des armes à feu, des ustensiles et parfois de l'alcool. On ajoutait bien des marchandises de peu de valeur, du genre verroterie et parasols, qui correspondaient à des sortes de primes. De même, on parle de 'roitelets', alors qu'il existait de grands États africains.»

CAMOUFLER

La France n'est pas un cas unique. «Au Royaume-Uni, on parle de la traite essentiellement sous l'angle de l'abolition, ajoute Deveau. Comme ce sont les Anglais qui l'ont décrétée en premier... Mais ils ne disent pas qu'ils ont été les plus grands négriers de la planète.»

La sous-représentation de la traite dans les manuels portugais peut paraître «moins choquante» car elle reflète «un saut positif», explique Isabel Castro Henriques, de l'Université de Lisbonne. «On a rattrapé la norme européenne, et c'est déjà ça. Après avoir été occulté, ce thème est apparu il y a une quinzaine d'années lors de la rénovation des manuels, expurgés de l'idéologie coloniale. Cependant, la traite occupe moins de place que les faits relatifs à l'expansion portugaise jugés plus nobles, comme les grandes découvertes.»

«Ce déficit provient de l'ambiance générale qui entoure le problème, explique Deveau. Il y a une volonté de camoufler, une culpabilité de l'Occident. On a été esclavagistes, tortionnaires, et on n'a pas envie de le dire. Il faut commencer par

briser ce silence, et l'école suivra. De plus, la traite renvoie à l'Afrique, qui est encombrée de paramètres racistes dont on est loin d'être défaits. Enfin, les manuels scolaires suivent la recherche. Or nous sommes très peu en Europe à étudier ce sujet. Dans les grands ports français, les universitaires ne veulent pas y toucher car ce serait s'aliéner la bourgeoisie locale. Et s'ils ont quelque ambition dans leur ville...»

Côté américain, si l'esclavage est largement évoqué dans le cadre scolaire, la traite et son contexte africain restent dans l'ombre. Un constat valable tant pour les États-Unis que le Brésil. «Partout, l'esclavage est enseigné comme un épisode de l'histoire américaine, avec plus ou moins d'insistance, explique Joseph Harris, de l'Université Howard (Washington). Les programmes diffèrent selon le type d'établissement: privé, confessionnel, public...



AVEC L'AIDE DE LA COMMISSION NATIONALE NORVÉGIENNE POUR L'UNESCO, L'UNE DES RARES BD SUR LA TRAITE EST PARUE EN 1997.

Dans la plupart des écoles noires, on s'apessantit sur l'esclavage, alors que dans le Sud, certains enseignants le traitent à la va-vite.» Reste que pour Harris, ce thème est toujours «sous-représenté» car développé hors contexte: «Quand vous faites un cours sur l'arrivée des Européens aux États-Unis, vous parlez de leur histoire. Il faudrait faire pareil avec les Africains. Or dans l'écrasante majorité des écoles, on démarre avec l'esclavage, comme s'il avait été le commencement de l'histoire des Noirs...» «Quand un professeur veut un renseignement sur l'histoire de l'Afrique,

il va chercher un manuel français!», renchérit le chercheur Joel Rufino Dos Santos, cette fois à propos du Brésil. Là encore, «la traite est à peine évoquée, on ne parle que de l'esclavage. Et toujours de manière idéologique: soit les Noirs sont 'chosifiés', en étant présentés comme les jouets d'une nouvelle division internationale du travail, soit on raconte aux enfants que l'esclavage brésilien était 'doux', moins cruel qu'aux États-Unis, comme si Noirs et Blancs étaient au fond amis...».

HYPOTHÈQUE

Paradoxalement, la place qu'occupe la traite dans l'enseignement en Afrique n'est guère plus grande. «On ne parle pas de gaité de cœur de ces guerres de capture et des négriers qui emmenaient hommes, femmes et enfants sur la côte», reconnaît l'historien guinéen Djibril Tamsir Niane. Même constat au Sénégal où, selon l'historien Mbaye Gueye, «les gens refusent d'en parler. Pourtant, il faut que les Africains acceptent d'étudier leur histoire. Car quand on traîne un passé sans le connaître, tout ce qu'on entreprend est hypothéqué.»

La question se double d'un «problème éditorial et de moyen», poursuit Deveau. Les pays ne peuvent payer ni les auteurs, ni les bouquins. Du coup, les manuels sont anciens, sauf exception comme le Bénin, qui a produit un ou deux ouvrages parascolaires sur la traite. De plus, ces pays n'ont pas les moyens de payer des chercheurs et de les faire venir en Europe, où se trouve la plupart des archives. Quant à la tradition orale accumulée sur support magnétique, elle n'a pas encore été exploitée car l'urgence était de la collecter avant qu'elle ne disparaisse.» «Les professeurs du secondaire qui devraient bénéficier du travail des universitaires n'y ont pas accès, ajoute Gueye. Quantité de thèses n'ont jamais été publiées depuis les indépendances, les livres importés sont hors de prix, les bibliothèques ne fonctionnent pas.»

«Les langues commencent à se délier en Afrique pour parler de ce commerce ignominieux, quand, au même moment, on ouvre les archives en Europe, conclut Niane. Nous sortons d'une phase de honte.»

Sophie BOUKHARI

LUMIÈRES SUR LE RACISME

La traite a pu durer si longtemps et prendre une telle ampleur parce qu'elle a été légitimée par une idéologie raciste. La pensée des Lumières l'a-t-elle alimentée ou, au contraire, combattue?

Le racisme anti-Noir est-il né de la traite esclavagiste? Les Lumières, ce vaste courant rationaliste qui se développe en Europe au XVIIIe, ont-elles légitimé l'exploitation raciale, ou ont-elles au contraire engendré les mouvements de libération des esclaves?

«L'achat et la vente d'esclaves sont des pratiques anciennes en Europe, explique Louis Sala-Molins, philosophe français. Depuis Aristote, l'idée qu'il existe deux catégories d'hommes - libres et soumis - était admise en Occident. Au Moyen Âge florissait un commerce transeuropéen d'esclaves, notamment pour alimenter le pourtour musulman de la Méditerranée: le mot esclave vient de slavus - slave - car les Européens allaient les chercher aux frontières balkaniques de la chrétienté. Mais avec la traite transatlantique, on passe en quelque sorte d'une dimension 'artisanale' à une dimension 'industrielle'. Quant au racisme anti-Noir, il est là bien avant la traite: il y a déjà le thème de la malédiction de Canaan par Noé. Le Noir, descendant de Canaan, est condamné à l'esclavage.»

EN BAS DE L'ÉCHELLE

Au XVIIIe siècle, avec les Lumières, va se dessiner une double évolution. D'une part, les premiers essais de classement anthropologique vont reléguer le Noir tout en bas de «l'échelle» de l'espèce humaine. De l'autre, le vaste mouvement qui mènera à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen se construit largement sur la défense des peuples opprimés par l'Europe.

«La pensée rationaliste se construit en rupture par rapport à la pensée religieuse, soutient ainsi Sala-Molins. Pour l'Église, après de nombreux débats, l'Indien, le Noir, restaient des hommes pourvus d'une âme. Mais le langage dominant est alors celui de la science: on assiste à la naissance des premiers classements anthropologiques. Les travaux de Buffon vont ici avoir une importance considérable, car il est la référence incontournable de l'époque. Depuis toujours il y avait eu des classements, mais avec Buffon nous avons affaire à un souci «scientifique» de classement: on classe parce que les récits des voyageurs démontrent qu'il y aurait bien

des étapes dans 'l'homínisation'. Dans ce schéma figure l'idée que la race blanche est la plus parfaite. Et le Noir se trouve tout en bas, pas loin du singe!» À l'époque, on soupçonne même le Noir de copuler avec le singe: or ce thème est réapparu récemment, avec l'épidémie de sida...



LE «NÈGRE», ENTRE L'APOLLON ET L'ORANG-OUTANG... EXTRAIT DE L'HISTOIRE NATURELLE DU GENRE HUMAIN, DE J. J. VIREY, FIN DU XVIIIe SIÈCLE (Photo © Bibliothèque centrale M.N.H.N., Paris).

«Le concept des droits de l'homme est né du spectacle de la conquête de l'Amérique, soutient quant à elle Florence Gauthier, historienne française. Les Lumières s'enracinent dans un courant de pensée qui, depuis le XVIe siècle, à cause de crimes comme on n'en avait jamais vus, défend les Indiens, les Noirs, les droits de l'humanité dans son ensemble. Les Lumières sont aussi un mouvement de révolte contre la domination européenne sur le monde. C'est pourquoi les esclaves peuvent s'en emparer: ils ont compris que cela les concerne. Et ils vont se révolter avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen à la main!»

Mais comme souvent, les événements sont davantage le résultat des transformations économiques que du seul mouvement

des idées: la révolte des esclaves, si elle est alimentée par les idéaux des Lumières, est rendue concrètement possible par les évolutions internes de la société coloniale. «Au XVIIIe siècle, dans les plantations, apparaît une couche de métis, dont certains, affranchis, ont le droit d'héritage et de propriété: ce sont les 'hommes libres de couleur', explique Gauthier. Ils prennent la tête de plantations et concurrencent les colons, notamment les petits Blancs qui vivent difficilement en ville. C'est alors qu'apparaît toute une série d'interdits professionnels, vestimentaires et autres, préfigurant les discriminations qui vont perdurer jusqu'au XXe siècle. Les Blancs vont faire une guerre civile contre les libres de couleur, leur prendre leurs terres, les massacrer. En voyant les maîtres de couleur et les maîtres blancs en conflit, les esclaves vont se trouver dans une situation extrêmement favorable pour se révolter.»

IDÉOLOGIE DE MÉPRIS

De la même manière, les mouvements abolitionnistes sont sans doute moins le fruit d'une pensée généreuse que des intérêts économiques bien compris des puissances coloniales. «Les mouvements abolitionnistes ont été les plus virulents en Angleterre. Pourquoi? Parce qu'ils étaient plus éclairés?, interroge Sala-Molins. Pas du tout: l'Angleterre était allée voir du côté des Indes, et s'était avisée que les productions qui se faisaient dans les plantations américaines pouvaient aussi bien se faire là-bas.» «En fait, l'Europe a choisi un autre système colonialiste», confirme Gauthier.

Finalement, comme l'exprime Sala-Molins, «si on compare ce que les Espagnols disaient des Indiens au XVIe, les Européens des Africains au XVIIIe, les Français des Maghrébins au XIXe - et encore au XXe - on trouve toujours le même schéma: ils sont paresseux, ils se saouilent, ils ne veulent rien faire, etc. On dirait qu'ils se copient! De façon endémique, les peuples produisent une idéologie de mépris, de distanciation et de rejet de ceux-là dont ils ont justement le plus besoin pour faire marcher leurs affaires.»

N. K.-D.

TRAUMATISMES EN CHAÎNE

Saignée démographique, conflits ethniques, repli sur l'économie de subsistance, peur de l'autre: la traite fut-elle la source de tous les maux du continent africain d'hier à aujourd'hui?

Pour l'historien sénégalais Mbaye Gueye, «au XVII^e siècle, la population de l'Afrique noire était comparable à celle de la Chine... Aujourd'hui, elle est deux fois moindre». En réalité, le débat sur le déficit démographique lié à la traite n'est pas clos, même si les historiens s'accordent sur le nombre de déportés: «11 à 15 millions au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, rapporte le Français Jean-Michel Deveau. Avant, on ne sait pas bien, mais la grande traite, l'industrielle, commence au XVIII^e». Reste que pour un esclave débarqué dans le nouveau monde, plusieurs autres mouraient. Combien? Gueye avance un facteur de huit à dix, Deveau de trois à cinq...

Les esclaves périssaient plus sur le sol africain qu'en mer. «La mortalité sur les bateaux oscillait entre 15% et 18%, rapporte Deveau. Mais ils mouraient en nombre pendant l'attaque de leur village, puis en chemin vers la côte. Dans certaines régions, les femmes tuaient leurs enfants avant d'être prises.» «Il faut y ajouter les maladies introduites par les Européens, les disettes suite à la destruction des récoltes, l'alcoolisme», poursuit Gueye. Et ceux que l'on emmenait étaient les plus jeunes, les plus forts, en âge d'avoir des enfants.

Résultat: des zones entières se sont dépeuplées, comme la bande qui s'étend sur 200 km de profondeur au nord du Golfe de Guinée. «Mais dans certains endroits très ponctionnés, les gens ont compensé par une natalité galopante, prévient

Delveau. Quand la traite a cessé, ils ont continué à faire plus d'enfants, allant jusqu'à créer des phénomènes de surpopulation. Pour évaluer le déficit, il faut multiplier les études fines. Mais la querelle des chiffres est assez vaine: quels qu'ils soient, l'horreur reste la même.»

La tradition orale en donne un aperçu. Elle raconte «le drame, très peu documenté, qui s'est joué à l'intérieur du continent, poursuit le Guinéen Djibril Tamsir Niane. Elle ressuscite «convoyeurs, caravaniers, courtiers qui grouillent autour des ports et cheminent le long des routes... Elle parle de guerres, famines, peurs... Dans l'aire soudano-sahélienne, à la fin du XIX^e, pas un seul village qui n'ait connu au moins deux ou trois destructions, qui ne se soit déplacé, entouré de murailles... Il faut comprendre cette peur qui structure la psychologie africaine. Les gens ne circulent qu'en groupes. Les champs se réduisent, de crainte de l'éloignement. Voilà l'origine de l'économie de subsistance!»

«C'est à ce moment-là que l'ethnisme s'est ancré en Afrique», ose Gueye. En dressant les royaumes et les chefs locaux les uns contre les autres, soit en leur fournissant des armes, soit par la corruption, les Européens auraient ruiné le processus d'édification politique en cours. «Avant leur arrivée, les empires Songhai et du Mali, Oyo, le Bénin, le Congo, le Monomotapa étaient en voie de construire des États pluriethniques viables. Il y avait de

la terre pour tout le monde, l'autorité du souverain était plus ou moins reconnue. On ne s'aventurait pas à attaquer son voisin. L'esclavage existait mais avait une fonction sociale d'intégration des sans-famille, victimes de catastrophe et délinquants.»

«Mais à partir du XVI^e siècle et pendant 400 ans, les rois vont s'opposer les uns aux autres car pour obtenir des marchandises européennes et des armes, il faut fournir des esclaves. Un cercle vicieux s'instaure, ajoute Niane. Dans l'Ouest africain, certains groupes éclatent en sous-ethnies; on voit se multiplier les dialectes, les castes se renforcer. Le seul salut pour l'individu, c'est le groupe familial ou local restreint.»

CONFLITS ETHNIQUES

«Dans certaines régions, confirme le Britannique Robin Law, l'animosité entre différents groupes remonte à la traite. Les gens savent encore qui étaient les ravisseurs et qui les victimes (voir encadré). Mais de nombreux conflits ethniques n'ont rien à voir avec la traite. En 1966 au Nigéria, les Ibos ont été massacrés par les Haoussas alors qu'ils n'étaient jamais entrés en contact avant le XX^e siècle.»

«Il est difficile d'affirmer que la traite a provoqué la désintégration complète des sociétés et économies africaines, ne serait-ce que parce qu'il faut se garder de généraliser, tempère aussi l'historienne portugaise Isabel Castro Henriques. Certes, l'équilibre des pouvoirs a été altéré, provoquant la chute de royaumes côtiers et la montée en puissance de nouvelles entités politiques bâties sur le trafic des esclaves. Mais des structures intérieures telles que l'empire lunda (Angola) se sont maintenues et, jusqu'à la fin du XIX^e, les Portugais ont dû renoncer à pénétrer à l'intérieur du continent.» «Parfois, ajoute Law, la traite a provoqué l'émergence d'États forts comme le Dahomey et une militarisation sans précédent de la société.»

Tout cela a laissé des traces, conclut-il. «Mais la pauvreté en Afrique est bien davantage liée à la chute des cours des matières premières qu'à la traite... sauf si vous admettez qu'elle a mis l'Afrique en position de faiblesse, la contraignant à se plier au système colonial.»

S. B.

SECRETS DE FAMILLE

«Dans tous les États où l'esclavage a été pratiqué, il a laissé un héritage bien réel.» L'historienne ghanéenne Akosua Perbi sait de quoi elle parle: s'il est un pays où la traite a imposé sa loi, décuplant les problèmes que l'esclavage traditionnel n'aurait pas manqué de léguer aux générations actuelles, c'est bien le sien. «Tant que tout va bien, dit-elle, cet héritage reste enfoui dans les secrets de famille. Mais dès qu'il y a litige, il resurgit. J'ai eu l'occasion de consulter des jugements sur des problèmes de terre. Au bout de 40 pages, vous lisez que l'arrière-grand-mère du plaignant a jadis été achetée et qu'il ne dispose pas, en conséquence, d'un véritable droit de propriété.» Autre anecdote édifiante: «Il y a quelques années, l'un de mes oncles maternels a été élu chef dans ma ville natale, en pays ashanti. C'est une chefferie tournante, répartie entre quatre familles royales. Mon oncle a été désigné par la sienne. Mais les trois autres ont protesté. Dès lors, la ville n'a plus connu la paix. La voiture de mon oncle a été incendiée. Il a dû fuir et faire appel à la justice traditionnelle. Verdict: 'Votre lignée pose problème.' En fait, son arrière-arrière-grand-mère avait été achetée dans les années 1800. La belle affaire! Eh bien, mon oncle a dû se désister!»

ÉLOGE DU MÉTISSAGE

Dans le Nouveau Monde, les esclaves ont façonné des cultures métisses pour y puiser la force de survivre, s'intégrer, résister. Elles sont devenues une source majeure de créativité.

Arrachés à la terre de leurs ancêtres, marqués au fer rouge par l'étranger, déportés de l'autre côté de la mer, condamnés à un univers concentrationnaire soumis à la loi de la rentabilité, où les esclaves ont-ils puisé la force de vivre dans le Nouveau Monde? Réponse simpliste: leur culture africaine leur a permis de résister. Mais la réalité est plus complexe, soutient le spécialiste haïtien des cultes vaudou et des cultures caraïbes, Laënnec Hurbon. «Je ne pense pas que l'on puisse dire que les cultures africaines ont constitué un instrument de résistance. En fait, elles se sont transformées pour produire du nouveau.»

Un avis partagé par le Brésilien Joel Rufino Dos Santos. «La culture est par essence dynamique et le concept de résistance culturelle est donc un trompe-l'œil. Au Brésil, l'ensemble complexe des cultures africaines a plus été l'élément fondateur d'un processus civilisatoire original qu'un facteur de résistance. Pendant l'esclavage, aboli en 1888, il y a eu interaction permanente, complexe, merveilleuse, entre différentes cultures.»

OBLIGÉS DE CRÉER

«Au cours de la traversée, beaucoup de choses se passent dans la tête de l'Africain qui ne sait pas où il va, poursuit Hurbon. Il pousse un cri d'étonnement, de surprise et de souffrance, comme disait l'écrivain martiniquais Edouard Glissant, traduisant le fait qu'une nouvelle culture est en germination. Arrivés les mains nues, sans les symboles ni les appuis matériels de leur système culturel, les esclaves ont été obligés de créer.» Pour diverses raisons. Aussitôt débarqués, ils sont dispersés de manière à oublier leurs origines. «Le mélange des ethnies est une politique systématique des maîtres.» Première étape donc: les esclaves entrent dans un rapport interculturel entre Africains. Deuxième rencontre: les Indiens. «Il y a eu, par exemple, apprentissage de leur système écologique.» Tertio: le contact forcé avec les cultures européennes et chrétiennes. «Ce brassage énorme et ce travail de créativité se sont approfondis à partir du XVIIe siècle. Des cultures afro-américaines, caraïbes sont alors nées. Ces nouveaux systèmes culturels et religieux, capables de combiner de multiples éléments

sans mettre leurs contradictions en avant, ont fourni aux esclaves une sorte de ciment qui leur a permis d'affronter l'institution esclavagiste.»

«Les religions ont joué un rôle de premier plan comme facteur de survie, d'intégration et de résistance», ajoute le Béninois Elisée Soumonni. «Passer un accord



LE VAUDOU, LIEU DE REFONTE
DES DIFFÉRENTES ETHNIES
(Photo © GAMMA/LIAISON/G. Smith).

avec les ancêtres donne la force d'affronter la souffrance. La religion permet d'expliquer ce qui arrive, de se trouver une place dans le monde», confirme Dos Santos. «Le vaudou a été un lieu de refonte des différentes ethnies sur le terrain, ajoute Hurbon. Il a aussi intégré des éléments du christianisme et du monde indien. C'est une création au cours de laquelle les esclaves ont appris à dire leurs souffrances, leur oppression, l'arrachement à l'Afrique. Il leur a permis de symboliser cette rupture, d'instaurer une nouvelle histoire, puis de basculer de la passivité à l'offensive. C'est par exemple au cours d'une cérémonie vaudou que les esclaves de Saint-Domingue ont fait le serment de garder secrète la date de l'insurrection de 1791.»

Pour Hurbon, les cultures afroaméricaines occupent une place de choix dans le patrimoine commun de l'humanité, car elles sont nées dans un acte de production de la liberté. «Les esclaves ont exprimé leur dignité d'homme à travers elles.» Mais

elles doivent aussi cette place à leurs riches prolongements. «C'est pourquoi un projet comme La Route de l'esclave ne doit pas se limiter à l'aspect historique, mais examiner les développements culturels qui ont résulté de la traite. Ils sont supposés connus mais le sont en réalité très mal», ajoute Soumonni. Cette méconnaissance, souligne Hurbon, a été volontairement orchestrée par les États modernes, qui, dans le prolongement des nations esclavagistes, les ont méprisés afin de minimiser l'apport des communautés noires. Mais cette tendance commence à s'inverser.

REGAIN DE DYNAMISME

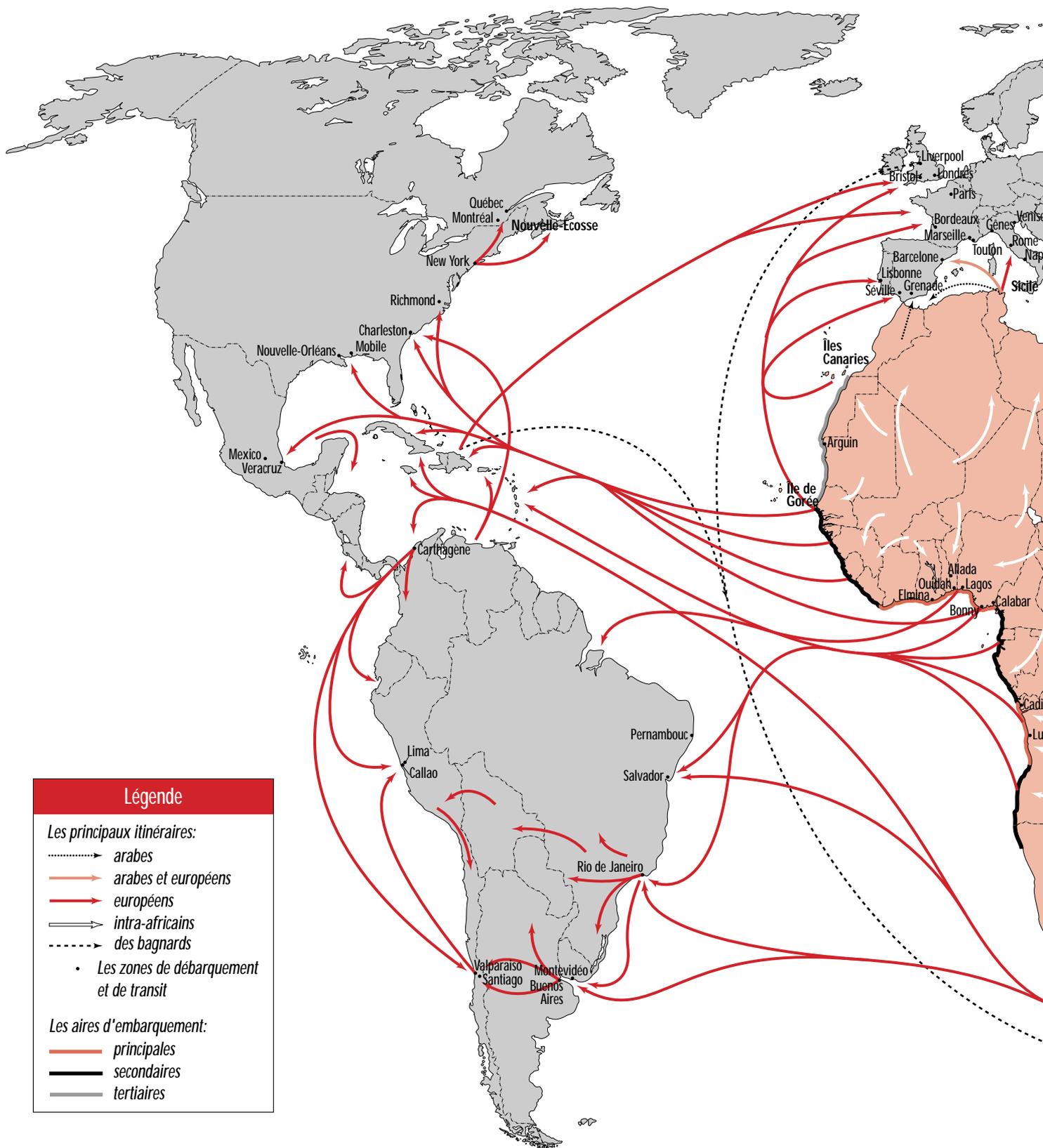
Soumonni en veut pour preuve le formidable regain de dynamisme des études africaines dans les universités américaines. «On découvre que ces systèmes métis ont été importants et le sont encore au fur et à mesure que les cultures africaines sont réhabilitées, poursuit Hurbon. Un plus grand pluralisme culturel s'exprime aujourd'hui dans la Caraïbe. En Amérique latine, les églises catholique et protestante, moins hégémoniques, admettent des mouvements religieux de type afroaméricain.» Et surtout, on commence à reconnaître que ces cultures ont été la matrice de créations artistiques innombrables, nourries de leurs rites, rythmes et mythes. Dans un récent article de l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur*, le romancier martiniquais Patrick Chamoiseau les résume ainsi: «Musiques. Arts culinaires. Danses. Littératures. Arts plastiques. Pensées archipéliques en dehors des systèmes. Langue créole comme nef de toutes les langues du monde.»

«Pendant des décennies, déplore Hurbon, on n'a voulu y voir que du primitivisme incompatible avec la modernité. Or plus ces systèmes seront pratiqués de manière libre, tolérée, plus il y aura de chances qu'ils évoluent, se rationalisent. L'individu peut acquérir la vision critique qu'exige la modernité par l'éducation, le travail politique, la démocratisation progressive des sociétés. Mais il n'y faut en aucun cas l'adoption d'un modèle culturel unique. La possibilité que 100 fleurs s'épanouissent ne fait-elle pas, au contraire, la richesse de l'humanité?»

S. B.

LES ROUTES DE LA TRAITE

Cette carte illustre la multiplicité et l'étendue des routes de déportation des esclaves jusqu'en 1873, date du dernier traité abolissant la traite négrière.

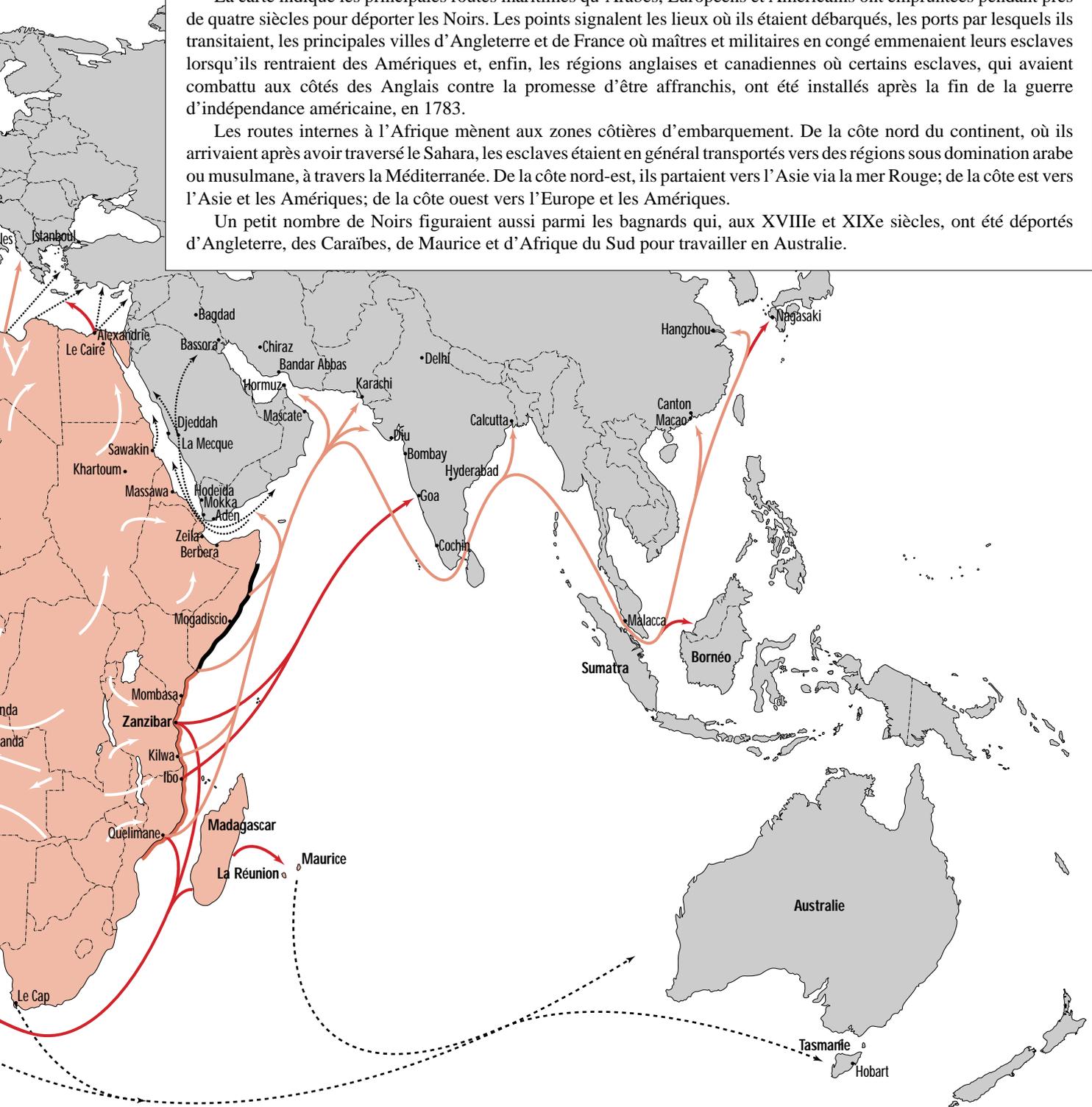


C'est en 1873 que le dernier traité abolissant la traite négrière, concernant la côte est de l'Afrique, a été conclu entre l'Angleterre et le sultan de Zanzibar.

La carte indique les principales routes maritimes qu'Arabes, Européens et Américains ont empruntées pendant près de quatre siècles pour déporter les Noirs. Les points signalent les lieux où ils étaient débarqués, les ports par lesquels ils transitaient, les principales villes d'Angleterre et de France où maîtres et militaires en congé emmenaient leurs esclaves lorsqu'ils rentraient des Amériques et, enfin, les régions anglaises et canadiennes où certains esclaves, qui avaient combattu aux côtés des Anglais contre la promesse d'être affranchis, ont été installés après la fin de la guerre d'indépendance américaine, en 1783.

Les routes internes à l'Afrique mènent aux zones côtières d'embarquement. De la côte nord du continent, où ils arrivaient après avoir traversé le Sahara, les esclaves étaient en général transportés vers des régions sous domination arabe ou musulmane, à travers la Méditerranée. De la côte nord-est, ils partaient vers l'Asie via la mer Rouge; de la côte est vers l'Asie et les Amériques; de la côte ouest vers l'Europe et les Amériques.

Un petit nombre de Noirs figuraient aussi parmi les bagnards qui, aux XVIIIe et XIXe siècles, ont été déportés d'Angleterre, des Caraïbes, de Maurice et d'Afrique du Sud pour travailler en Australie.



PÉCHÉ ET CAPITAL

Les États-Unis doivent-ils présenter leurs excuses aux descendants d'esclaves? La question divise d'autant plus les Américains qu'elle pourrait ouvrir la boîte de Pandore des réparations.

Quarante acres et une mule: voilà ce qu'on promettait aux esclaves affranchis après la guerre de sécession américaine. Comme bien des promesses, celle-ci fut rarement tenue, mais pas oubliée.

En juin 1997, Tony Hall, député de l'Ohio, a proposé cette simple résolution: «Le Congrès présente ses excuses aux Afro-Américains dont les ancêtres ont souffert de l'esclavage aux termes de la Constitution et des lois en vigueur aux États-Unis avant 1865», date de son abolition. Son raisonnement était clair: «Quand un frère fait du tort à son frère, il s'excuse. C'est la base sur laquelle on peut repartir, le prix à payer

en matière d'éducation, d'emploi et de logement. Et de rappeler que les excuses collectives n'ont rien de nouveau aux États-Unis: un mois auparavant, le Président Clinton s'était excusé des expériences de Tuskegee, dans les années 30 et 40, où des médecins du service public avaient utilisé quelque 600 Noirs atteints de la syphilis comme cobayes.

C'est la couleur de la peau qui a visiblement divisé les deux camps. Selon un sondage, deux Blancs sur trois sont hostiles à des excuses officielles, tandis que deux Noirs sur trois s'y disent favorables. Mais le problème n'est pas si simple. «Le

une représentation adéquate des minorités dans les universités, les services publics et les affaires. Bien que farouchement attaquée par les pouvoirs législatifs des États et un Congrès majoritairement républicain, de nombreux groupes représentant la communauté noire continuent d'y voir l'instrument indispensable à la réduction des inégalités. D'après eux, si le Congrès voulait vraiment racheter les péchés de l'esclavage, il devrait commencer par prendre des mesures pour les atténuer.

«Les réparations posent sans doute problème sur le plan politique, poursuit Jackson. Mais si le Congrès envisage sérieusement des excuses, elles pourraient prendre la forme de bourses universitaires, programmes de formation professionnelle ou de réhabilitation dans les prisons.» Le débat s'est ainsi transformé en cauchemar d'avocat, ouvrant la boîte de Pandore des indemnités. Comment convertir en dollars une telle somme de souffrances?

FRONTIÈRES RACIALES

Le Président Clinton, d'abord favorable à des excuses, a changé de cap: «L'esclavage a laissé des cicatrices profondes sur notre nation. Nous continuerons à nous pencher ensemble sur ces problèmes, mais je ne crois pas que, pour l'instant, des excuses ou un débat sur les réparations soit la meilleure façon de faire avancer le pays.»

Son attention se porte désormais sur sa «Race Initiative», et la création d'une commission chargée de trouver les moyens d'offrir «des possibilités à des Américains qui travaillent dur, mais se heurtent encore à la discrimination raciale. Nous voulons mettre en lumière des exemples d'Américains qui s'unissent et transcendent avec succès les frontières raciales pour surmonter les discordes nées de l'héritage de notre passé.»

La proposition d'excuses se trouve maintenant sur le bureau d'un comité de magistrats, en attente d'une audition peu probable. Selon un porte-parole du bureau de Tony Hall, la résolution reviendra probablement devant les parlementaires l'an prochain. Après tout, que sont 12 mois pour s'excuser d'un crime vieux de plus d'un siècle?

Amy OTCHET



LES MINORITÉS
SE MOBILISENT
FACE AUX
MENACES
PESANT SUR LA
«DISCRIMINATION
POSITIVE»
(Photo ©
Darcy Padilla/
GAMMA/
LIAISON).

pour rétablir la confiance... L'esclavage a pris fin il y a 135 ans. Entre-temps, le Congrès a fait de grands pas en avant, à commencer par la loi sur les droits civiques. Mais ce n'est pas suffisant...»

De belles paroles, certes, mais nombreux sont ceux qui se sont empressés de souligner que dire «Je suis désolé» ne coûte rien. «Si elle était vraiment vide de sens, rétorque Tony Hall, pourquoi la résolution a-t-elle déchaîné de telles passions?» Des Américains ont fait valoir que leurs ancêtres immigrants n'avaient aucun lien avec les maîtres des esclaves ni avec les responsables de la légalisation de la traite. D'autres ont craint que la résolution ne fasse plus de mal que de bien en amenant les gens à s'excuser d'un acte auquel ils ne s'identifient pas.

Pour le camp adverse, la communauté noire continue à souffrir du legs de l'esclavage, victime d'inégalités criantes

Groupe de Noirs du Congrès n'a pas de position officielle et ne doit pas en avoir, estime Maxime Waters, député de Californie. Nous devons agir comme des Afro-Américains fiers de l'être, exigeant justice et égalité. Faire des excuses ou pas, c'est aux Blancs de trancher.»

De nombreux groupes de défense des droits civiques redoutent que la controverse ne masque les véritables enjeux. «Comment prendre au sérieux tous ces beaux discours sur les excuses d'une nation qui s'empresse de prendre ses distances à l'égard de ce qui ressemble le plus à une réparation: 'la discrimination positive'?', se demande Bernice Powell Jackson de la Commission pour la justice raciale de l'Église unie du Christ dans *The Civil Rights Journal* (14 juillet 1997).

La «discrimination positive» (en anglais «affirmative action») consiste en une série de dispositions légales assurant

DANS LE MÊME BATEAU

En découvrant l'épave d'un navire négrier, la Norvège a replongé dans une histoire engloutie. Une occasion de s'embarquer sur La Route de l'esclave.



Les négriers scandinaves étaient-ils baba cool? Hypothèse inepte, bien sûr. Pourtant, les mots «Peace» et «Love» sont les seuls retrouvés sur l'épave du *Fredensborg*, l'un des navires de la Compagnie royale danoise des Indes occidentales et de Guinée. Ils figurent sur un sceau et encadrent une colombe tenant un rameau d'olivier dans le bec. Une signature incongrue et mystérieuse. Presque un signe pour les générations futures...

Les élèves des Écoles associées (un réseau institué par l'UNESCO qui en regroupe 4.250 dans 137 pays) l'ont reçu cinq sur cinq. «Ils ont décidé d'en faire l'emblème du volet norvégien de La Route de l'esclave auquel ils participent», témoigne Mari Hareide, la secrétaire générale de la Commission nationale norvégienne pour l'UNESCO qui dirige cette initiative, lancée dans le sillage de la découverte du *Fredensborg*. «Cette frégate est à l'origine de l'intérêt de la Norvège pour La Route de l'esclave, raconte-t-elle. Elle faisait la navette entre le Royaume du Danemark - qui comprenait la Norvège -, la Gold Coast (Ghana actuel) et les îles Vierges (Caraïbes), revendues par les Danois aux États-Unis en 1917 pour 25 millions de dollars. Elle partait avec des marchandises européennes, allait acheter des esclaves en Afrique et les échangeait dans les Amériques contre des produits des plantations. Pour revenir à Copenhague, elle remontait vers la Norvège pour bénéficier de vents favorables. Prise dans une tempête, elle a coulé au large de nos côtes en 1768, avec à son bord une cargaison de sucre, de rhum, des défenses d'éléphant et deux esclaves.»

IMPRESSIONNÉS

En 1974, trois plongeurs ont identifié les restes du navire en repêchant les défenses. «C'est l'un des meilleurs documents sur les navires négriers jamais découverts dans le monde. Nous avons à la fois l'épave et toutes les archives, conservées au Danemark.» Les plongeurs ont été si impressionnés par leur découverte qu'ils ont creusé le sujet, ce qui a abouti l'an dernier à une exposition et à la parution de deux ouvrages, dont une BD (voir p. 8). Mieux, la Norvège a décidé de consacrer trois millions de dollars

sur cinq ans (1997-2001) à La Route de l'esclave. Initiative d'autant plus remarquable que le Royaume du Danemark n'a joué qu'un rôle marginal dans la traite, comparé aux autres nations européennes.

«Nous avons d'ores et déjà organisé deux séminaires et invité des enseignants, élèves et universitaires du Ghana et de Sainte-Croix (la plus étendue des îles Vierges) à séjourner dans des familles norvégiennes, rapporte Hareide. Premier volet du projet: «utiliser les Écoles associées pour accroître le volume d'informations sur la traite dans le système scolaire et inciter les enfants à en discuter. Des élèves de Sainte-Croix ont commencé à correspondre par courrier électronique avec des camarades norvégiens pour faire un petit journal. C'est une sorte de catharsis. Jusqu'à une date très récente, nous n'osions pas regarder les choses en face, alors que cette histoire peut contribuer à expliquer des formes actuelles d'intolérance et des abus



LE FREDENSBORG, UN «SOUVENIR TRÈS CONCRET» (Photo © L. Svalesen, Norvège).

comme le travail des enfants. Nous voudrions faire réfléchir les jeunes aux formes modernes de l'esclavage.»

Les adultes ont aussi beaucoup à gagner à ces échanges triangulaires. «Une enseignante ghanéenne, qui était chez nous en avril, a gardé le contact.» Elle voudrait profiter de l'Année internationale de l'océan pour étudier les routes maritimes au temps de la traite et leurs conséquences sur le peuplement. Les liens entre universitaires ne sont pas moins fructueux. «Au cours de l'un de ces deux séminaires auquel

j'ai été invitée, témoigne l'historienne ghanéenne Akosua Perbi, j'ai expliqué ce qu'était la véritable histoire de la traite au Ghana. Les Norvégiens vont exploiter ces informations pour leur matériel scolaire. De même, on m'a demandé mon avis sur la BD, ce qui a permis de corriger quelques erreurs.» Elle a saisi cette occasion pour élargir son réseau. «Un collègue des îles Vierges, George Tyson, m'a invitée chez lui à présenter mon travail. J'y suis allée en janvier. C'était mon premier voyage dans les Caraïbes. Émouvant. J'enseigne l'histoire de l'Afrique depuis 17 ans. Mais pour la première fois, j'ai touché du doigt ce que je lis dans les livres.»

LE MÊME GOÛT

«Dans la langue akan, on désigne l'esclave par le mot 'donko'. Lorsque j'ai dit cela, une vieille dame est venue me fredonner une chanson en anglais, qui est ponctuée par ce mot. Elle ne savait pas ce qu'il voulait dire... Un professeur de Saint-John m'a appris que dans son île, on appelle les noix de cola 'bissaa'. Encore un mot akan. Et la nourriture! La soupe de poulet a le même goût et le même nom que chez nous!»

En passant par la Norvège, l'Afrique découvre l'Amérique. Ces échanges culturels vont pouvoir s'approfondir dans le cadre du projet qui prévoit l'organisation de festivals tricontinentaux. Autre volet culturel: la réhabilitation du patrimoine. Certains forts de la côte ghanéenne, qui portent encore des noms danois, pourraient être restaurés et, un peu à la manière de Gorée (Sénégal), devenir des sites de la mémoire. «Nous devons accepter le passé au lieu de chercher à l'oublier,» commente Hareide.

À Sainte-Croix, ce changement de perspective prend corps. Les habitants de l'île, avides de connaître leur histoire, se lancent dans des recherches généalogiques. «Descendre d'un esclave n'a jamais été un motif de fierté. Pourtant, survivre à la traversée, se libérer et recommencer une nouvelle vie est une aventure dont on peut s'enorgueillir. Il faut construire ce sentiment de fierté. De nombreuses personnes s'y attellent.»

S. B.

COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Le projet «La Route de l'esclave» s'articule autour de trois grands axes: vérité historique, mémoire et dialogue interculturel.

L'un des principaux enjeux de La Route de l'esclave est de redynamiser la recherche sur la traite négrière transatlantique. Pour affirmer la vérité historique, c'est-à-dire mettre en lumière les causes profondes et les modalités de la traite, le Comité scientifique international de La Route de l'esclave a recommandé, lors de ses différentes sessions, que la priorité aille à l'étude des sources documentaires et à l'élaboration de matériel pédagogique.

La question des sources a été traitée au cours de trois réunions: à Alcalá de Henares (Espagne) sur «Les archives ibériques de la traite négrière» (octobre 1995); à Conakry (Guinée) sur le thème «Traditions orales et traite négrière» (mars 1997) et à Copenhague (Danemark) sur «Les archives européennes de la traite négrière» (février 1998).

Grâce au financement de l'Agence norvégienne de développement (NORAD), le secteur de l'éducation, et en particulier l'unité de coordination du système des Écoles associées, a élaboré un programme détaillé de mobilisation de ce réseau de 4.250 établissements répartis dans 137 pays et d'élaboration de matériel pédagogique. Par ailleurs, l'UNESCO appuie les initiatives déjà prises dans ce domaine, notamment par la ville de La Rochelle, qui fut le deuxième port négrier français après Nantes.

L'importance de la préservation de la mémoire de la traite négrière peut être illustrée par une citation du Prix Nobel de la paix Élie Wiesel, selon laquelle «*le bourseau tue toujours deux fois, la deuxième*

fois par le silence». C'est peut-être le silence - historique, scientifique et moral - sur la tragédie de la traite qui constitue le défi le plus important du projet «La Route de l'esclave».

Il s'agit, en dernière analyse, de faire en sorte que la question revête, par son étude, un caractère universel et figure dans l'ensemble des livres d'histoire de tous les pays, comme toutes les grandes tragédies de l'histoire de l'humanité. Sur ce plan, l'UNESCO attache une grande importance à la visibilité du projet, qui a déjà fait l'objet d'une large couverture médiatique dans la presse écrite et d'émissions de radio et de télévision.

LIEUX DE MÉMOIRE

Les activités du projet ont ainsi amené le lancement, avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), d'un programme conjoint de tourisme culturel sur la route de l'esclave, pour aider les pays concernés à identifier, restaurer et promouvoir tous les sites, bâtiments, lieux de mémoire et symboles physiques de la traite négrière transatlantique.

L'exécution de ce programme est déjà avancée et se déroule en coopération étroite avec les ministères africains du tourisme et de la culture et l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Pour répondre à l'enjeu de mémoire, l'UNESCO, avec ses moyens propres mais surtout la contribution de la NORAD, a par ailleurs engagé un processus de création de musées de l'esclavage dans les pays qui l'ont demandé, comme

Haïti qui fut l'initiateur de La Route de l'esclave, Cuba, l'Angola, etc.

La contribution du projet à l'établissement d'une culture de la paix découle du fait qu'il s'agit à la fois d'étudier et de faire connaître la tragédie de la traite négrière, mais également les interactions qu'elle a générées dans les Amériques et les Antilles. Cette approche est illustrée de façon remarquable par le titre que les intellectuels de Nantes ont donné à une récente exposition sur la traite: «Les Anneaux de la mémoire». L'anneau symbolise, en effet, à la fois le fer qui enchaîne l'esclave, mais également le lien profond et complexe que la traite négrière a tissé entre l'Afrique, l'Europe, les Amériques et les Antilles.

C'est la raison pour laquelle l'une des dimensions essentielles du projet est la mise en lumière de l'extraordinaire processus de «multiculturalisation» que la traite a suscité dans les Amériques et les Antilles. Des activités majeures et des réunions y ont déjà eu lieu: à Port-au-Prince (Haïti) sur l'insurrection de la nuit du 22 août 1791 à Saint-Domingue; à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) sur le thème «Entre histoire(s) et mémoire(s) des deux rives: La Route de l'esclave», et à Santiago de Cuba sur le thème «Interactions culturelles, identités nationales et société». Des séminaires sur la diaspora africaine, qui feront l'objet de publications, sont prévus au Brésil, en Jamaïque et en République dominicaine.

Doudou DIÈNE

POUR EN SAVOIR PLUS...

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE: L'Afrique du XVIe au XVIIIe siècles (vol. V, 1998) et le XIXe siècle jusque vers les années 1880 (vol. VI, 1996), UNESCO.

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE, ÉTUDES ET DOCUMENTS 2: La traite négrière du XVe au XIXe siècles. L'importance quantitative de la traite, ses effets, les positions idéologiques face au problème, les abolitions, les nouveaux axes de recherche possibles, UNESCO, 1985.

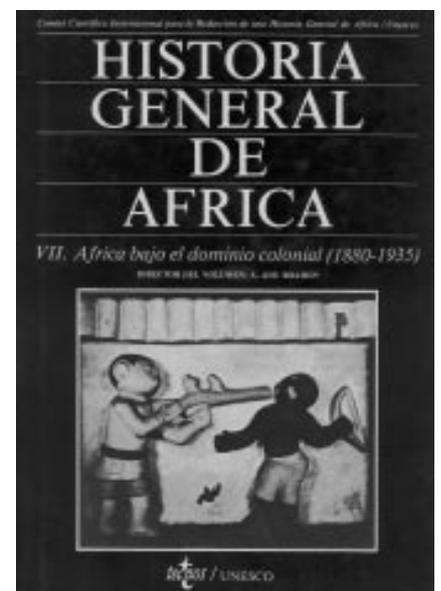
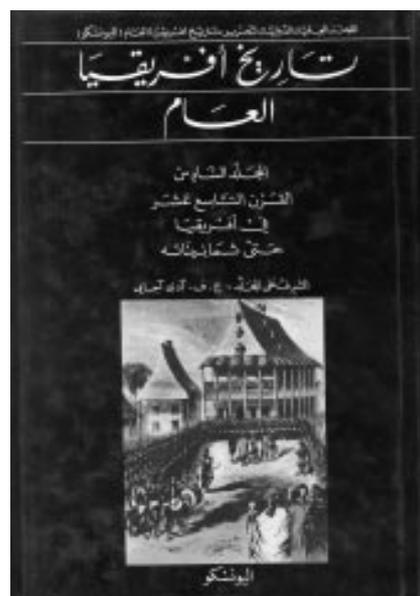
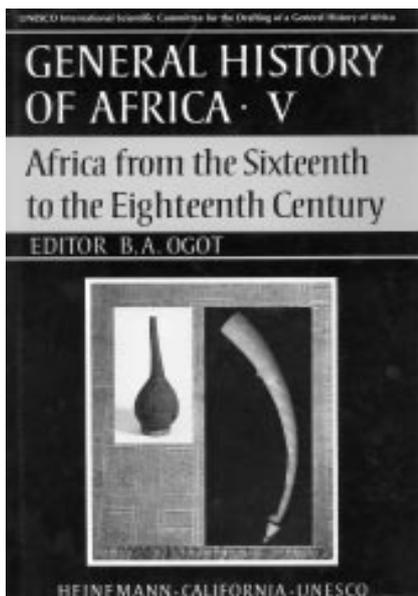
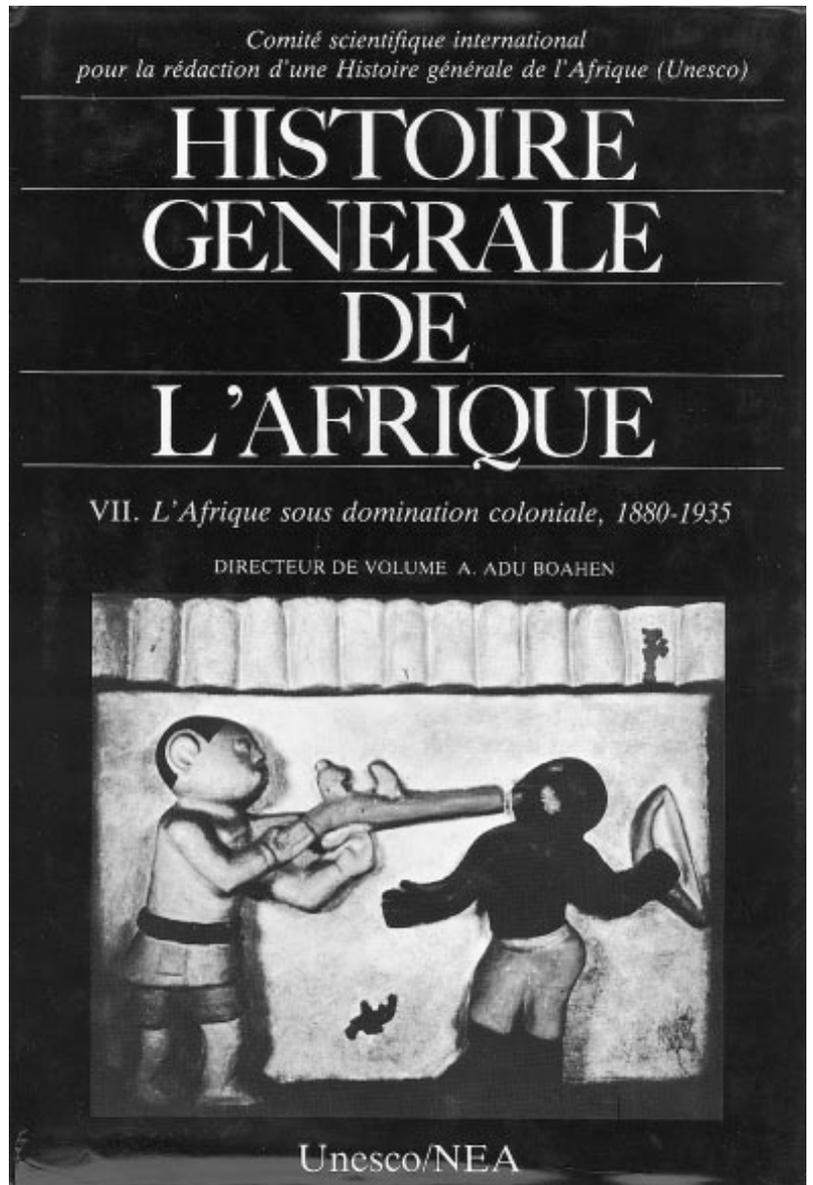
LES ABOLITIONS DE L'ESCLAVAGE. Une analyse de la complexité des processus historiques qui ont conduit, en France et dans ses colonies, à l'abolition de l'esclavage en 1793-1794, puis en 1848, UNESCO/Presses universitaires de Vincennes, 1997.

L'AFRIQUE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE. Un éclairage sur le rôle de l'Afrique dans les «rencontres» qui ont eu lieu à partir de 1492 et leurs conséquences, UNESCO, 1995.

LE COURRIER DE L'UNESCO. «L'esclavage, un crime sans châtement», octobre 1994.

DIOGÈNE. Cette revue trimestrielle publiée chez Gallimard avec l'aide de l'UNESCO a consacré son n°179 (juil./sept. 1997) aux «Routes et traces des esclaves». Au sommaire: une douzaine d'articles sur des aspects de la traite aussi divers que «La vie quotidienne en Afrique de l'Ouest au temps de la route des esclaves» ou «Être affranchi au Brésil, XVIIIe-XIXe siècles».

*Histoire
des idées
et des peuples,
de leurs
interactions avec
d'autres cultures
et continents,
de la préhistoire
à nos jours
(en huit volumes)*



Éditions UNESCO
Prix du volume: 300 FF

LA CULTURE AU POUVOIR

● Comment construire une marmite en aluminium, un séchoir solaire, des latrines, un égreneur à maïs? La série de sept vidéos «**APPRENDRE ET TRAVAILLER**», réalisée par l'UNESCO en Haïti, présente un ensemble de savoir-faire puisés dans l'économie populaire, à



18 faire partager aux «exclus du développement». Accompagnées de notices en français et en créole, les vidéos portent sur les métaux, le bois, les petites machines, le ciment et les fruits. C'est, pour les concepteurs du projet qui souhaitent recueillir «d'autres témoignages formateurs de ce type», «une bouteille à la mer pour que se développent des formules alternatives d'éducation».

👉 Programme mondial d'action pour l'éducation pour tous

▼ Un site archéologique laotien datant de 300 av. J.C. conserve encore tout son mystère: les dernières fouilles dans la **PLAINE DES JARRES**, dans la province de Xiengkhouang, au nord de Vientiane, remontent aux années 30. Elle a vu depuis se succéder les conflits; le site, avec ses jarres funéraires mégalithiques pesant jusqu'à une tonne, est couvert de mines prêtes à exploser. Lors de sa visite au Laos, le Directeur général a lancé le 2 février un appel en faveur de sa réhabilitation et annoncé une première contribution de 50.000 dollars.

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

Comment les politiques peuvent-ils faire de la culture sous toutes ses formes un facteur de développement?

En Inde, plus de dix millions de personnes - en majorité des femmes - exercent des métiers artisanaux. Au Japon, on compte plus d'un million d'artistes professionnels et les «industries culturelles», comme l'édition et la production audiovisuelle, représentent environ 2% du PNB. En 1996, les familles françaises ont consacré 182,5 milliards de francs au secteur culturel qui emploie plus de 412.000 personnes (sans compter les enseignants des métiers artistiques ou le personnel des services culturels locaux). Entre 1950 et 1990, le nombre d'Américains exerçant un métier artistique a augmenté de 400%. Au Royaume-Uni, une étude récente sur la ville de Manchester montre que tout emploi créé dans le secteur culturel engendre 2,8 dans les services.

À l'échelle mondiale, 100 millions de personnes vivent hors de leur pays d'origine, beaucoup s'installent dans des pays aux identités culturelles radicalement différentes de la leur. Par exemple, à Los Angeles, on parle environ 180 langues, et plus d'un tiers de la population australienne est issue de cultures non anglophones.

COSMOPOLITISME?

En dépit de ce que l'on pourrait appeler le «nouveau cosmopolitisme», 40% des 40 «grands conflits armés» actuels, recensés dans le «Armed Conflicts Report» des éditions Ploughshares (1997), sont décrits comme des «guerres d'États en formation», où «l'ethnicité, l'identité communautaire et la religion» jouent un rôle primordial.

Tous ces chiffres montrent, s'il en était besoin, que la culture joue un rôle de plus en plus important dans notre vie économique comme politique. Le rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement, instituée par les Nations Unies et l'UNESCO, y voit l'une des clés d'un développement humain et économique réussi, qui touche, voire façonne, presque tous les aspects de notre existence. Mais pour la plupart des gouvernements, la culture ne représente qu'une lointaine priorité, et lorsque politique culturelle il y a, elle se concentre généralement sur l'art et la conservation.

C'est ce que veut changer la Conférence intergouvernementale qu'organise l'UNESCO à Stockholm (Suède), du 30

mars au 2 avril, sur les politiques culturelles pour le développement. Organisée dans le cadre du suivi de la Commission, elle réunira des délégués du monde entier pour étudier comment les gouvernements peuvent mieux s'acquitter de leur mission dans ce domaine. L'objectif est ambitieux, surtout dans un monde de plus en plus multiculturel et global, où l'État et même les identités nationales se voient remettre en question, où l'on prône moins d'État et où le concept de culture est interprété de différentes manières.

Ainsi, aux États-Unis, «pour beaucoup, l'idée même de politique culturelle est impropre... elle va à l'encontre de l'individualisme foncier qui caractérise le mode de vie américain, fait remarquer Alberta Arthurs, ancienne directrice des arts et lettres de la Fondation Rockefeller. *La politique culturelle est 'cousue main'. Elle naît d'intérêts locaux, d'apports nouveaux et d'anciennes croyances... Elle est le fait d'une grande variété d'organisations dans tout le pays*». Le secteur à but non lucratif y assure une grande partie du financement des institutions culturelles et artistiques, tandis que d'autres problématiques tout aussi culturelles, comme la reconnaissance et l'usage, dans le système scolaire, des langues parlées par les communautés de migrants, sont traitées aux niveaux communautaire ou des États.

ÉQUILIBRE

La France se situe à l'opposé, avec un ministère fort et centralisé, dont les objectifs sont la promotion de «la création, la formation, la démocratisation et le développement culturels, l'artisanat», explique Jacques Renard, ancien directeur de cabinet au ministère de la culture, *ce qui revient à dire l'articulation entre l'art, la culture et le ou les publics*». Jusqu'à récemment, la culture y était considérée comme un secteur à part. Sa «réintégration dans l'économie», qui nourrit un vaste débat, «ne veut pas dire que la culture doit être soumise aux impératifs de rentabilité économique. Un équilibre doit être trouvé entre le souci de vivre dans une économie ouverte et la démarche artistique qui doit conserver son autonomie, vitale pour la fonction de création et de diffusion de la culture.» Cet équilibre s'applique

aussi à la promotion et la reconnaissance des identités régionales culturelles françaises, mais pas aux communautés d'immigrants qu'on encourage à devenir aussi «françaises» que possible.

Si la France s'évertue à surmonter ses réserves à propos des liens entre culture et économie, en Thaïlande, la politique culturelle a été pendant des années un produit s'évaluant en dollars et en cents, un moyen d'accroître son PNB. «Jusqu'à l'effondrement des marchés financiers, la politique culturelle se fondait sur un développement 'matérialiste', comme le nombre de touristes visitant le pays, reconnaît Chakrabong, secrétaire général adjoint de la commission nationale pour la culture au sein du ministère de l'éducation. Cette vision purement économique a conduit à une idée fautive de la culture thaïlandaise. En mettant fin aux illusions, le krach a permis aux acteurs de la culture de se faire entendre. Les pressions politiques et universitaires ont fait comprendre aux pouvoirs

L'Afrique du Sud réoriente aussi sa politique culturelle. Mais rares sont ceux à convaincre de son importance, à commencer par le Président Nelson Mandela pour qui «la culture devrait être la langue qui guérit et transforme la nation». «Sous le régime de l'apartheid, l'État se servait de la culture pour séparer les gens. La politique avait pour seul objectif de promouvoir les valeurs culturelles de la population blanche», explique Amareswar Galla, ancien conseiller auprès du Groupe de travail sur les arts et la culture d'Afrique du Sud et directeur du Centre australien pour la recherche et le développement de la diversité culturelle à l'Université de Canberra. En revanche, le mouvement sud-africain de libération a fait de l'art un puissant instrument de résistance. Au lendemain des élections, et conscient que la culture fait partie intégrante de la construction d'une nation, le gouvernement a entrepris - processus sans équivalent au monde - de revoir de fond en comble la politique culturelle.»

LA CULTURE LOCALE, UN PRODUIT NEGOCIABLE? (Photo © Valentin/HOA-QUI).



publics l'importance de la culture pour le développement social. L'objectif est désormais d'intégrer la politique culturelle dans tous les secteurs du développement national, de l'éducation à la sécurité.»

«Nous avons lancé notre décennie nationale du développement culturel, à l'instar de celle de l'UNESCO (1987-1997) et, quoique modeste, notre budget augmente de 20% l'an, poursuit Chakrabong. Pour contrebalancer l'attention portée à la production et à la réussite économique, nous préparons un indice du 'bonheur national brut' qui prend en compte le bien-être de la population, afin de s'écarter de l'idée que bas revenu est synonyme de sous-développement.»

Pour le gouvernement sud-africain, il ne fait aucun doute «qu'elle relève de sa responsabilité, explique-t-il, mais parallèlement, il faut développer des approches régionales» et beaucoup reste à faire «pour ancrer véritablement la culture dans le développement communautaire».

Et ce sera là l'un des messages de la conférence de Stockholm: pour être efficace et porter pleinement ses fruits, la politique culturelle ne peut pas être laissée aux seules forces du marché, ni dictée par des minorités puissantes. Elle n'est pas le domaine réservé d'une élite, mais l'affaire de tous.

Sue WILLIAMS

● «Le SUD-EST EUROPÉEN, carrefour de civilisations» était le thème d'une conférence organisée à l'UNESCO les 9 et 10 février, à l'initiative des délégués permanents des neufs pays de la région. Une trentaine d'historiens et de sociologues ont présenté une analyse des liens unissant les peuples balkaniques, lors de tables rondes autour de trois thèmes: «Routes de la foi, routes du négoce»; «Sud-Est européen et pensée européenne»; «L'image de l'Autre». Avec un objectif: «guérir les plaies culturelles, sociales, psychologiques, économiques et écologiques que la violence a causées».

▼ Comment la migration a-t-elle modelé le Pacifique contemporain? Quelles conséquences a-t-elle sur l'identité régionale, le développement, les familles et les individus? L'ouvrage POPULATION, MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT dans le Pacifique Sud, propose un bilan complet de la situation des pays insulaires de la région. Ses conclusions: ils «vont être confrontés à la nécessité de maintenir un niveau d'émigration pour contenir leur croissance démographique et éviter le chômage». Mais, faute d'avoir su «former une population active d'un bon niveau de qualification», «les conditions de la migration seront de plus en plus défavorables».

☞ Programme MOST

● Aux termes d'un accord signé le 23 février par le Directeur général, Federico Mayor, et le vice-président du gouvernement basque, Juan José Ibarretxe, une dizaine de VOLONTAIRES de cette région espagnole vont être au centre d'une expérience pionnière: grâce à un financement de leur région, ils vont se rendre en Bolivie, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Pakistan, Panama, Pérou et Uruguay pour s'y investir, avec d'autres jeunes de ces pays, dans des projets de communication, d'environnement, de culture de la paix et d'éducation à la non-violence.

SAUVE QUI POUSSE!

● La soie chinoise, synonyme aujourd'hui encore de prospérité, a donné son nom à la route légendaire reliant Xian et Constantinople, aux portes de l'Europe. Les **ROUTES DE LA SOIE** - Routes de dialogue, projet de l'UNESCO «pour mettre en lumière... les interactions que l'histoire et la géographie ont tissées entre les peuples de l'Orient et l'Occident», ont donné lieu à un documentaire intitulé *Sur la piste des caravanes - L'endroit de toutes les rencontres*, diffusé le 19 février sur la chaîne de télévision franco-allemande ARTE.



Une version pour diffusion internationale de ce voyage des idées et des hommes entre la Chine et le Bosphore est en préparation.

▼ Ministres et responsables de la jeunesse et des sports d'Amérique centrale étaient réunis à San Salvador les 5 et 6 février pour une table ronde sur le thème «*JEUNESSE, SPORT ET PAIX AU QUOTIDIEN*». Ils ont approuvé une centaine de projets, pour un montant total de 10 millions et demi de dollars, qui visent à faire du sport un moyen éducatif et de prévention contre la délinquance, la violence et la marginalisation. Il a été convenu que les institutions gouvernementales en recherchent le financement, avec l'aide de l'UNESCO, auprès des banques de développement, fondations, fédérations internationales du sport, entreprises ou organismes de coopération bilatérale.

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

● *Tant d'espèces sauvages menacées ou inconnues peuvent contribuer à nous nourrir ou guérir... aujourd'hui et demain.*

Dans un ouvrage sur les plantes menacées, à paraître en avril, l'Union mondiale pour la nature (UICN) recense plus de 33.500 espèces. «*Soit plus de 13% des quelque 250.000 espèces végétales de la planète*», estime Sir Ghillean Prance, directeur des Kew Gardens (Royaume-Uni) et président de DIVERSITAS, le programme international de recherche scientifique sur la biodiversité, lancé sous l'égide de l'UNESCO en 1991.

Déboisement, urbanisation, collecte sauvage ou abandon figurent parmi les principales causes de cette situation qui, si elle se prolonge, risque de coûter cher. Combien de ces plantes, en effet, renferment des secrets génétiques susceptibles d'aider à nourrir une population mondiale qui ne cesse de croître? Combien contiennent des substances pouvant être exploitées sous forme de médicaments pour traiter les nombreuses maladies dont elle souffre?

● **ÉNORME POTENTIEL**

«*Nous l'ignorons et c'est bien le problème*», reconnaît Vernon Heywood qui présidait la réunion sur la conservation des plantes sauvages, tenue à l'UNESCO du 11 au 13 février. Tout porte à croire qu'avec leur énorme potentiel, elles peuvent contribuer à la santé et au bien-être de l'humanité.

Les sociétés traditionnelles font d'ailleurs largement appel aux plantes, comme aliment de remplacement en période de pénurie, matériaux de construction et d'artisanat, ou comme fourrage et combustible. En Afrique, 70% à 80% de la population recourent à la médecine traditionnelle, et les plantes médicinales jouent un rôle majeur là où les médecins «modernes» sont rares et l'accès aux médicaments limité.

En outre, nous n'exploitons à travers le monde qu'une quarantaine de produits agricoles de base, à partir de variétés à fort rendement. Au fur et à mesure des sélections, ces variétés deviennent génétiquement uniformes et, partant, plus vulnérables aux parasites et maladies.

Les dangers de cette uniformité sont connus depuis longtemps. En Irlande, à la fin des années 1840, un million de personnes sont mortes de faim à la suite de la maladie de la pomme de terre - très uniforme

car issue d'un petit nombre de plants - qui a détruit la totalité de la récolte en 1845. En Inde, en 1943, l'*elemento sporiose*, doublée d'un typhon, a réduit à néant la récolte et déclenché la «grande famine du Bengale», tandis qu'en 1953 et 1954 aux États-Unis, la maladie de la rouille noire ravageait le plus gros de la récolte de blé dur.

Les espèces sauvages peuvent aider à venir à bout de ces maladies. La cicadelle est un parasite qui suce la sève des plants de riz et transmet une maladie virale. Dans les années 60 et 70, il a sévi en Asie du Sud et du Sud-Est et rendu, rien qu'en Indonésie, trois millions de tonnes de riz - assez pour nourrir pendant un an neuf millions de personnes - impropres à la consommation. La parade à la contamination de la première ressource alimentaire du monde a été trouvée dans l'État indien d'Uttar Pradesh, grâce à une seule espèce sauvage parente du riz qui renferme un gène résistant au virus. On le trouve aujourd'hui dans toutes les variétés de riz à fort rendement de l'Asie tropicale.

● **NUTRITIFS ET SAVOUREUX**

De nombreux fruits et légumes doivent leur haute valeur nutritive et leur saveur à des parents d'origine sauvage. La tomate, par exemple, doit sa forte teneur en vitamines à un gène d'une espèce rare du Pérou, dont les fruits ont la dimension de petites cerises; l'ananas, sa douceur à une espèce poussant en Argentine, au Paraguay et au Brésil; et les gènes de fraises sauvages du Canada, de Californie et du Chili ont permis d'accroître de façon spectaculaire la production commerciale de ce fruit.

«*Les plantes sauvages pourraient aussi favoriser le développement de produits nouveaux, comme cela se fait déjà pour ceux issus du quinoa et de l'amaranthe d'Amazonie*», estime Sir Ghillean. Sans parler de leurs vertus médicinales: des sociétés pharmaceutiques parcourent désormais le monde à la recherche de plantes pour renouveler la pharmacopée, au risque de contribuer à leur extinction.

Le *prunus africana* pousse dans les forêts montagneuses d'Afrique centrale, du Nord-Est et de l'Est, ainsi qu'à Madagascar. Son écorce contient des composants

actifs utilisés dans le traitement de l'hyper-trophie de la prostate. L'écorçage intensif ayant entraîné la destruction des arbres poussant à l'état sauvage, sa récolte est désormais sous le contrôle de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces menacées).

Le Sud-Africain Tony Cunningham rapporte dans «African medicinal plants» (1993), que «l'Institut américain de recherche sur le cancer a collecté 27,2 tonnes de

seulement; même le plus pauvre des régions alimentaires ne contient pas que des aliments de base». La Convention sur la diversité biologique, adoptée au Sommet de Rio en 1992, a incité les organisations intergouvernementales à se pencher sur la question, mais «personne n'a une idée claire de ce qui doit être fait».

Lors de la réunion de février, les représentants des principales organisations travaillant à la conservation et l'exploitation



GUÉRISSEUSE
DU LESOTHO:
PLUS CONSUL-
TÉE QUE LE
MÉDECIN
«MODERNE»
(Photo ©
Béatrice Petit).

matière végétales provenant du *maytenus buchananii*, un arbuste des Shimba Hills, au Kenya, pour en étudier les potentialités dans le traitement du cancer du pancréas. Lorsque, quatre ans après la première récolte de 1972, on a eu besoin de quantités supplémentaires, le taux de régénération était si bas que les chercheurs ont eu le plus grand mal à les obtenir».

«Ces espèces sont d'autant plus menacées que de nombreuses organisations ont mis le problème en veilleuse, constate Vernon Heywood. Cette attitude tient en grande partie au fait que nous n'en savons pas assez sur ces plantes et leur utilisation.» Des 90.000 espèces des zones tropicales américaines, seuls 2% ont été étudiés pour leurs potentialités pharmacologiques. «Il nous faut un tableau plus complet: quelles plantes sont exploitées et à quel degré, quelle est leur importance, quels dangers courent-elles?», poursuit-il.

Comme la plupart des organisations internationales et des gouvernements donnent la priorité à la nutrition, les efforts se concentrent sur les céréales dont se nourrissent les populations. Mais, rappelle Vernon Heywood, «l'homme ne vit pas de pain

durables des plantes sauvages et des forêts ont convenu qu'il fallait d'abord «faire passer le message» auprès des gouvernements et des communautés scientifiques et locales. Ils ont insisté sur la nécessité, pour les organismes existants, de coordonner leurs travaux, partager leurs données, voire former un groupe de pression afin que cette question figure en bonne place dans l'ordre du jour politique mondial.

«Il nous faut montrer clairement le prix de la conservation et celui de la non-conservation, estime Pierre Lasserre, secrétaire du Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB). Et commencer par ce chiffre: on estime à 33.000 milliards de dollars par an la valeur de l'ensemble des services que rendent les écosystèmes - soit près de deux fois le produit mondial brut. Ce chiffre comprend la valeur directe d'un grand nombre d'espèces sauvages, par le biais de leur utilisation à travers le monde, ainsi que leur contribution à l'augmentation de la production agricole et forestière. Pouvons-nous nous permettre de nous en désintéresser?»

S.W.

● Le héros du film *Terminator* «semble posséder tous les attributs que les enfants pensent nécessaires pour se sortir des situations difficiles», constate l'étude mondiale de l'UNESCO sur la **VIOLENCE DANS LES MÉDIAS**, dont le Directeur général a présenté la synthèse le 19 février. L'enquête, à paraître d'ici la fin de l'année, a été réalisée dans 23 pays auprès de 5.000 jeunes de 12 ans. Elle révèle qu'une heure d'émission contient en moyenne cinq à 10 scènes de violence - présentées pour la plupart comme agréables et/ou bénéfiques - et que les enfants consacrent à la télévision au moins 50% plus de temps qu'à d'autres activités extrascolaires, devoirs compris.

▼ De la reconstruction des systèmes éducatifs au lendemain de la seconde guerre mondiale à l'introduction des nouvelles technologies, l'UNESCO œuvre depuis un demi-siècle pour que l'éducation soit reconnue «non seulement comme un droit individuel, mais aussi comme un impératif social et économique». Sous le titre **50 ANNÉES POUR L'ÉDUCATION**, un ouvrage richement illustré témoigne du «défi constant et néanmoins changeant que l'éducation lance aux sociétés», et des activités que mène l'UNESCO pour le relever.

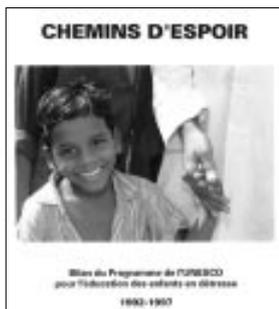


Les CD-ROM qui l'accompagnent font revivre, par l'image, le son et le texte, les circonstances, personnalités et programmes qui ont marqué son action en faveur de l'éducation.

Service de documentation et d'information, Secteur de l'éducation

LA TRADITION S'ÉVEILLE

● Plus de 11 millions de dollars, 91 projets dans 32 pays: c'est le bilan des cinq ans d'existence du Programme de l'UNESCO pour l'éducation des **ENFANTS EN DÉTRESSE** que présente la brochure *Chemins d'espoir*. Campagnes de sensibilisation et collectes de fonds ont permis de



trouver les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'interventions concrètes et immédiates au bénéfice direct de ces enfants. Qu'ils soient handicapés, victimes de guerre et de catastrophes naturelles ou enfants de la rue, les projets se déroulent toujours, et partout, suivant la même trilogie: accueil, éducation/formation, puis réinsertion.

▼ «Refouler chez un enfant son parler maternel est extrêmement nocif pour le développement de ses capacités affectives et cognitives». Mais dans la pratique, «la cohabitation de deux ou de plusieurs langues d'enseignement à l'intérieur des mêmes programmes pose de nombreux problèmes d'équilibre et de dosage». Après une problématique générale, les approches concrètes proposées dans le *Fichier pédagogique pour l'utilisation des LANGUES AFRICAINES en contexte scolaire bilingue* constituent des témoignages de ce qui a été fait et qui peut être fait pour envisager l'intégration des langues nationales dans les cursus scolaires.

✎ Unité LINGUAPAX

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

● À Bamako, une école maternelle alternative mêle encadrement traditionnel et méthodes pédagogiques modernes.

● Dans la capitale malienne, il n'y a que trois écoles maternelles publiques. Et quelques garderies privées. C'est pour combler ce manque qu'Oumou Diakité, ancienne institutrice et psychopédagogue de formation, a créé, en mars 1997, le centre «Den Ladamu So» - «maison d'éducation pour l'enfant» en bambara. «J'habite un quartier vivant, et je voyais les petits enfants passer la journée aux côtés de leur mère, sur les marchés et dans les rues», explique-t-elle.

● Dans la cour de l'école du quartier, Oumou aménage un «coin maternelle»: un bac à sable, une pièce pour stocker jeux et jouets, un four pour le repas de midi, des nattes. Elle recrute 15 volontaires au sein de l'association de femmes du quartier qu'elle préside. La plus jeune a 22 ans, la plus âgée 55, et la plupart ne savent ni lire ni écrire. Les femmes se relayent, à raison d'une équipe de trois par jour, ce qui leur permet de continuer à travailler. Il en coûte aux parents 100 CFA (0,16 dollar) par jour, et les animatrices reçoivent 500 CFA

les femmes pendant une semaine pour leur inculquer des notions de pédagogie, d'hygiène et de nutrition. Elle les retrouve toutes les cinq semaines pour faire le point. «On ne prépare pas les enfants à la lecture et à l'écriture, comme dans une maternelle classique. Mais on leur propose des activités d'éveil, on les stimule. Et nous tenons compte des valeurs de notre culture.» Usage du bambara, fabrication de jeux et jouets à partir de matériaux locaux (perles en argile ou ardoises de bois), apprentissage de chansons et contes traditionnels: le parti pris culturel rencontre la nécessité économique, et ce «retour aux sources» rejoint les théories modernes concernant l'apprentissage et l'éveil du jeune enfant, favorisant l'autonomie et la créativité.

Par contrainte budgétaire, le Mali, comme d'autres pays africains, a longtemps donné la priorité à l'enseignement primaire. Résultat: à peine 3% des enfants sont inscrits dans le préscolaire - contre 70% dans les pays industrialisés. Aujourd'hui, la prise

● LES ACTIVITÉS D'ÉVEIL SONT FONDÉES SUR LA CULTURE LOCALE (Photo © Droits réservés).



● (moins d'un dollar) par jour, une compensation plus qu'un salaire. Au total, le coût de fonctionnement mensuel, pour une quinzaine d'enfants, ne dépasse pas 250 dollars.

● «En Afrique, les enfants étaient parfois gardés par des femmes âgées du village, pendant que leurs mères allaient aux champs», explique Bernard Combes, responsable à l'UNESCO du Réseau africain francophone prime enfance, qui était réuni à Bamako du 2 au 9 février pour promouvoir ce type de structures auprès des gouvernements.

● C'est donc une version moderne du mode traditionnel de garde que propose le Den Ladamu So. Oumou Diakité a formé

de conscience du lien entre réussite scolaire et préscolarisation, ainsi que la nécessité pour un nombre croissant de femmes de travailler hors de chez elles, contraignent les pays d'Afrique à accroître les capacités d'accueil et d'éducation. Le ministère de l'éducation du Mali soutiendra la création du prochain centre, d'ici la fin de l'année, et souhaite voir se multiplier ces structures alternatives. «Dans d'autres pays, soufflent Bernard Combes, il est parfois difficile de faire admettre l'idée de faire appel à des grand-mères analphabètes pour s'occuper des enfants.»

N. K.-D.

DANS LES PAS DES BONS BERGERS

Le dialogue au sommet entre les trois religions monothéistes doit «descendre» jusqu'au commun des fidèles.

Il y a les mots. «*Les valeurs éthiques communes aux trois religions monothéistes: justice, compréhension, compassion, modestie et pardon, solidarité et partage, dialogue et non-violence doivent rapprocher et non diviser, contribuer à la solidarité et non à la confrontation des religions*». Cette conviction a été tant de fois réitérée qu'elle est maintenant convenue, et son rappel lors de la Journée de réflexion sur le dialogue entre les trois religions monothéistes: vers une culture de la paix (16 février, Rabat, Maroc) ne pouvait faire événement, fut-elle assemblée par une vingtaine d'éminents chefs religieux dont le cardinal Roger Etchegaray, président du Conseil pontifical Justice et paix, Eliahu Bakshi-Doron, grand rabbin d'Israël ou le cheik Fawzi Fadel Azzafaf, secrétaire général de l'Université Al-Azhar du Caire.

Et puis il y a les faits. Le grand rabbin s'interroge sur la signification que peut revêtir «*l'éducation à la paix*» pour des enfants de Jérusalem, obligés d'acheter des masques à gaz. Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, rétorque: «*C'est une cité de guerre. Comment parler de paix aux enfants palestiniens? Comment parler de paix aux enfants irakiens à qui l'embargo impose de mourir de faim?*» Et l'ancien grand rabbin de France, René-Samuel Sirat, de trancher: «*C'est dans ces moments les plus durs que nous devons, en tant que guides spirituels et éducateurs, rappeler les messages de paix et de non-violence.*»

MOTS ET FAITS

La Journée de Rabat, une initiative de l'UNESCO qui avait reçu le plein appui du roi Hassan II, visait à passer des mots aux faits, c'est-à-dire poser les premiers jalons d'actions qui, selon le mot du cardinal Etchegaray, aideraient à «*faire descendre le message vers les ouailles*», donc le commun des fidèles de ces trois religions. Et il suffit d'ouvrir n'importe quel jour n'importe quel journal pour mesurer le décalage qui persiste entre, au sommet, le poids des mots et le choc des conduites à la base.

Deux directions ont été prises pour, en quelque sorte, donner les premières suites concrètes à ce dialogue. Les instruments que les autorités marocaines comme

PAIX ET RELIGIONS

C'est l'adoption d'une *Déclaration sur le rôle de la religion dans la promotion d'une culture de la paix* (Barcelone, 1994), qui a donné le coup d'envoi des activités de ou avec l'UNESCO pour lier dialogue interreligieux et cette culture de la paix qui est désormais au cœur de l'action de l'Organisation. La dernière session de la Conférence générale (novembre-décembre 1997) a ainsi adopté une résolution invitant le Directeur général à «*envisager... des activités concernant la contribution de la religion à l'établissement d'une culture de la paix et à la promotion du dialogue interreligieux*».

l'UNESCO ont été invitées à forger resteront modestes. D'une part, «*une structure de réflexion et d'action*» au Maroc même, réunissant des représentants des trois religions abrahamiques, pour trier, dans toutes les initiatives qui surgissent ici et là à ce propos, celles qui mériteraient un appui marqué, puis organiser comme pérenniser celui-ci. D'autre part, une chaire UNESCO dans ce même pays, moins tournée vers l'enseignement que vers la recherche pour l'action.

Cette dernière portera principalement sur la jeunesse, avec l'élaboration d'un prototype de manuel éducatif sur les religions monothéistes, puisque les contrevérités ou les silences atteignent parfois encore des sommets dans ce genre de matériel pédagogique; sur les médias, à qui il est trop facile de reprocher de sombrer ici et là dans les «*stéréotypes discriminatoires*» quand rien, ou si peu, est entrepris pour fournir à leurs professionnels des informations exactes à ce sujet; sur l'histoire enfin, et notamment les zones et les origines des affrontements interreligieux. Tant il est vrai, comme l'a rappelé Heinz Joachim Held, évêque luthérien d'Allemagne, que ce dialogue n'avancera qu'à la condition que chacune de ces religions «*relise sa propre histoire*».

R. L.

• • • • •
 • «*Que la mémoire de toute chose passée... demeurera éteinte comme de chose non advenue*» stipulait l'ÉDIT DE NANTES dont était commémoré à l'UNESCO, le 18 février, le quatrième centenaire de la signature. Par son action en faveur de la liberté de conscience dans un pays ravagé par la guerre civile, le roi Henri IV marquait ainsi sa volonté de «*faire table rase des préjugés*» pour «*reconstruire*». L'ensemble des personnalités présentes, du Président français Jacques Chirac au Directeur général, Federico Mayor, a souligné «*l'actualité*» de cet «*acte de compromis*», cet «*impératif de tolérance religieuse*», «*premier pas sur le chemin du respect de l'autre*».

▼ «CRÉATIVITÉ ET DÉCOLONISATION»

était au cœur des débats d'un colloque organisé à l'UNESCO les 7 et 8 février. Une trentaine d'intervenants - historiens, écrivains et psychanalystes - se sont penchés sur «*ces blessures irrémédiables*» qu'ont été l'esclavage et la colonisation, avec leurs prolongements aujourd'hui encore, partout où est niée la culture de l'autre. La réunion était organisée en hommage à l'écrivain et psychanalyste français Octave Mannoni (1899-1989), dont les travaux ont favorisé une prise de conscience des méfaits du colonialisme.

SOURCES UNESCO est un mensuel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [tél: (+33 1) 45 68 16 73; fax: (+33 1) 45 68 56 54]. Les éditions en anglais et en français sont entièrement produites au Siège; l'édition en espagnol avec le Centre UNESCO de Catalogne, Mallorca 285,08037 Barcelone, Espagne; l'édition en chinois avec l'Agence XINHUA, 57 Xuanwumen Xidajie, Beijing, Chine; l'édition en portugais avec la Commission nationale pour l'UNESCO, Avenida Infante Santo No 42 - 5°, 1300 Lisbonne, Portugal.

Responsable de la publication: R. Lefort. **Rédacteurs:** S. Williams, S. Boukhari, A. Otchet, N. Khouri-Dagher. **Secrétaire de rédaction:** C. Moullere. **Version espagnole:** L. Garcia (Barcelone), L. Sampedro, (Paris). **Mise en page:** G. Traiano, F. Ryan. **Secrétariat et diffusion:** D. Maarek.

Photogravure et impression dans les Ateliers de l'UNESCO. **Distribution** par les Services spécialisés de l'UNESCO.

Dans le cadre du projet MER BALTIQUE des Écoles associées, qui est né de son extrême pollution, une consultation réunissant des représentants des neuf pays concernés se tiendra du 16 au 20 avril à Sonderborg (Danemark). À Durban (Afrique du Sud), du 20 au 24 avril, se tiendra la septième Conférence des MINISTRES DE L'ÉDUCATION DES ÉTATS MEMBRES AFRICAINS. Aux mêmes dates se réunira au Siège le Groupe consultatif sur les soins et le développement de la PETITE ENFANCE. À Shanghai (Chine), du 20 au 22 avril, aura lieu un séminaire sur la gestion intégrée des ZONES CÔTIÈRES et la pérennité des villes concernées en Asie-Pacifique. Du 21 au 24 avril à Samarkand (Ouzbékistan), une vingtaine d'experts gouvernementaux d'ASIE CENTRALE suivront un séminaire sur les processus budgétaires des systèmes éducatifs. Le 23 avril, JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE ET DU DROIT D'AUTEUR, sera décerné le Prix UNESCO/Françoise Gallimard. Cent cinquante lycéens et lycéennes de tous pays dialogueront avec des scientifiques, les 23 et 24 avril au Siège, sur le thème «LES SCIENTIFIQUES DU FUTUR: des hommes et des femmes». En vue du 50e anniversaire de la Déclaration universelle des DROITS DE L'HOMME, quelque 30 détenteurs des Chaires UNESCO pour les droits de l'homme, la démocratie, la paix et la tolérance se réuniront du 23 au 26 avril à Stadtschlaining (Autriche). La 154e session du CONSEIL EXÉCUTIF, qui examinera le suivi des résolutions de la Conférence générale, se déroulera du 27 avril au 7 mai. Le 3 mai, JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, sera remis le Prix UNESCO/Guillermo Cano pour la liberté de la presse. Des experts étudieront à Vienne (Autriche), du 11 au 13 mai, des propositions pour réviser, au vu des nouvelles formes de conflits, la Convention de la Haye de 1954 pour la protection des BIENS CULTURELS en cas de conflit armé.

(Les dates ne sont données qu'à titre indicatif)

Avec son 100e NUMÉRO, Sources UNESCO inaugurerà une nouvelle formule. Parmi les sujets abordés: la conservation et la protection de l'environnement marin; l'enseignement supérieur dans les pays arabes; les enseignants, thème central du Rapport mondial sur l'éducation 1998.